



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 OCTOBRE 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2545

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du trentième jour de septembre 1904, d'établir une cour pour la décision sommaire des petites causes, dans le canton de Gayhurst, comté de Beauce, et de nommer MM. Octave Audet, Philias Bureau, Paul Royer, Cléophas Lapierre et Ludger Caron, tous propriétaires dans le dit canton, commissaires de la dite cour. 3181

Proclamations

MINTO.
[L. S.]

CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes. A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'elles pourront concerner.—SALUT !

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th OCTOBER, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2546

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by commission dated the thirtieth day of September, 1904, to establish a commissioners' court for the summary trial of small causes, in the township of Gayhurst, county of Beauce, and to appoint Messrs. Octave Audet, Philias Bureau, Paul Royer, Cléophas Lapierre and Ludger Caron, all proprietors in the said township, commissioners of the said court. 3182

Proclamations

MINTO.
[L. S.]

CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas King, Defender of the Faith, Emperor of India. To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } **A**TTENDU qu'il a plu
Sous-ministre de la } Au Dieu Tout-Puissant,
Justice, Canada. } dans sa bonté extrême,
d'accorder au Canada cette année une abondante
moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publié; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le dix-septième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très fidèle et Bien-aimé Cousin et Conseiller le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'OTTAWA, ce DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et de Notre Règne la quatrième.

Par ordre,

3201

Canada
Province de }
Québec. }JOSEPH POPE,
Sous-Secrétaire d'Etat.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour la VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT que pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TROISIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

A PROCLAMATION

E. L. NEWCOMBE, } **W**HEREAS it has
Deputy of the Minister } pleased Almighty
of Justice, Canada. } God, in His Great Good-
ness to vouchsafe this year unto Our Dominion of
Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Thursday, the seventeenth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured during this present year; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin and Councillor the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this NINETEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By Command,

3202

Canada,
Province of }
Quebec. }JOSEPH POPE,
Under-Secretary of State.

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY FOURTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the TWENTY FOURTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and four, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRD day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HERRIN FAIL NOT.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

À Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Trésorier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

3133

Avis du Gouvernement

AU PALAIS DE BUCKINGHAM,

Le 10e jour d'août 1904.

PRÉSENT :

SA TRÈS EXCELLENCE MAJESTÉ LE ROI
EN CONSEIL.

CONSIDÉRANT que par un arrêté en conseil daté le 5e jour de mai 1873, il est dit que par l'Acte modificatif de l'Acte de la marine marchande, 1862, il est statué que lorsqu'il sera représenté à Sa Majesté que les règlements concernant le mesurage du tonnage des bâtiments marchands alors en vigueur en vertu de l'acte principal, ont été adoptés par le gouvernement d'un pays étranger et sont en vigueur dans ce pays, il sera loisible à Sa Majesté de déclarer par un arrêté en conseil, que les bâtiments de ce pays étranger seront censés avoir le tonnage indiqué sur leurs certificats d'enregistrement ou autres papiers nationaux, et que dès lors il ne sera plus nécessaire pour ces bâtiments d'être mesurés de nouveau dans un port ou lieu quelconque des possessions de Sa Majesté, mais que ces bâtiments seront censés être du tonnage inscrits sur leurs certificats d'enregistrement ou autres papiers, de la même manière, au même degré et pour toutes les fins pour lesquelles le tonnage inscrit sur les certificats d'enregistrement des bâtiments britanniques est censé être le tonnage de ces bâtiments.

Et qu'il a été représenté à Sa Majesté que les règlements concernant le mesurage du tonnage des bâtiments marchands alors en vigueur sous l'autorité de l'Acte de la marine marchande de 1854, ont été adoptés par le Président de la République Française et étaient en vigueur dans les possessions françaises, Sa Majesté a bien voulu, par et avec l'avis de Son Conseil privé, décréter que les navires de France dont les certificats de nationalité et d'enregistrement français auront été datés le et après le premier jour de juin mil huit cent soixante-treize, seront censés être du tonnage indiqué dans les dits certificats de nationalité et d'enregistrement français ;

Et considérant que l'Acte modificatif de la marine marchande de 1862, a été abrogé par l'Acte de la marine marchande de 1894, mais que par l'article 745 de ce dernier acte il est entre autres choses statué que tout arrêté en conseil rendu en vertu d'un statut abrogé par le présent acte continuera en vigueur comme s'il avait été fait en vertu du dit acte de 1894 ;

Et considérant que par un arrêté en conseil daté

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be herunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWELFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

3134

Government Notice

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE.

The 10th day of August, 1904.

PRESENT :

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
IN COUNCIL.

WHEREAS by an Order in Council dated the 5th day of May, 1873, after reciting that by "The Merchant Shipping Act Amendment Act, 1862," it was enacted that whenever it was made to appear to Her late Majesty that the rules concerning the measurement of tonnage of merchant ships for the time being in force under the principal Act had been adopted by the Government of any foreign country and were in force in that country, it should be lawful for Her Majesty by Order in Council to direct that the ships of such foreign country should be deemed to be of the tonnage denoted in their certificates of registry or other national papers, and thereupon it should no longer be necessary for such ships to be remeasured in any port or place in Her Majesty's Dominions, but such ships should be deemed to be of the tonnage denoted in the certificates of registry or other papers in the same manner, to the same extent and for the same purposes in, to, and for which the tonnage denoted in the certificates of registry of British ships was to be deemed the tonnage of such ships, and reciting that it had been made to appear to Her Majesty that the rules concerning the measurement of tonnage of merchant ships then in force under "The Merchant Shipping Act, 1854," had been adopted by the President of the French Republic, and were in force in the French Dominions: Her Majesty was thereby pleased, by and with the advice of Her Privy Council to direct that the ships of France, the certificates of French nationality, and registry of which were dated on or after the first day of June, 1873, should be deemed to be of the tonnage denoted in the said certificates of French nationality and registry :

And whereas The Merchant Shipping Act Amendment Act, 1862, was repealed by "The Merchant Shipping Act, 1894," but by section 745 of the latter Act it is, amongst other things provided that any Order in Council made under any enactment thereby repealed should continue in force as if it had been made under the said Act of 1894.

And whereas by an other Order in Council dated

le 29e jour de janvier 1904, après avoir énoncé que par l'article 84 (3) de l'Acte de la marine marchande de 1894, statuant que s'il a été démontré à Sa Très Haute Majesté que le tonnage d'un navire étranger, tel que mesuré d'après les règlements de son pays, différerait essentiellement de ce que serait son tonnage s'il était mesuré en vertu du dit acte, Sa Très Haute Majesté, pourra, par arrêté en conseil, ordonner que nonobstant tout arrêté en conseil alors en vigueur, tout navire de pays étranger pourra être remesuré en conformité du dit acte, et énonçant qu'il a été représenté à Sa présente Majesté que le tonnage des navires français, tels que mesurés d'après les règles concernant le mesurage du tonnage des navires marchands de France différerait essentiellement de ce que serait le tonnage de ces navires s'ils étaient mesurés en vertu de l'Acte de la marine marchande de 1894, Sa Très Haute Majesté en conseil décréta que nonobstant l'arrêté en conseil précité daté le 5e jour de mai 1873, tout navire de France pourrait, pour toutes et chacune des fins de l'Acte de la marine marchande de 1894, être remesuré conformément au dit acte ;

Et considérant que par l'article 738 du même acte, il est statué que lorsque Sa Très Haute Majesté était autorisée, en vertu du dit acte à rendre un arrêté en conseil, il sera loisible à Sa Très Haute Majesté par arrêté en conseil de révoquer, modifier ou étendre tout arrêté ainsi rendu ;

Et considérant que par l'article 30 de l'Acte de l'interprétation de 1889, il est statué que dans le dit acte et dans tout acte passé soit avant soit après le commencement du dit acte, les expressions "souverain régnant à l'époque de l'adoption de l'acte," ou "la Couronne" seront censées jusqu'à preuve du contraire signifier le Souverain alors régnant, et le dit acte sera obligatoire pour la Couronne :

Et considérant qu'il a été représenté à Sa présente Majesté qu'il serait à propos de révoquer les dispositions des dits arrêts en conseil précités, datés respectivement le 5 de mai 1873 et le 29 de janvier 1904, et qu'un nouvel arrêté en conseil lui soit substitué,

A ces causes il plaît à Sa Très Haute Majesté, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les actes précités, et par et avec l'avis de Son Conseil privé, de décréter que les dits arrêts précités, datés respectivement le 5 de mai 1873 et le 29 de janvier 1904, soient et ils sont par le présent révoqués.

A. W. FITZROY.

AU PALAIS DE BUCKINGHAM,

Le 10e jour d'août 1904.

PRÉSENT :

SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
EN CONSEIL.

CONSIDÉRANT que par l'article 84 (1) de l'Acte de la marine marchande de 1894, il est statué que lorsqu'il appert à Sa Très Haute Majesté la Reine en conseil que les règlements de tonnage du dit acte ont été adoptés par un pays étranger, et y sont en force, Sa Très Haute Majesté en conseil pourra ordonner que les navires du dit pays, seront, sans être remesurés dans les possessions de Sa Très Haute Majesté, censés être du tonnage indiqué dans leurs certificats d'enregistrement ou autres papiers nationaux, de la même manière, au même degré et pour les mêmes fins que le tonnage indiqué dans le certificat d'enregistrement d'un navire britannique est censé être le tonnage de ce navire ;

Et considérant que par l'article 30 de l'Acte de l'interprétation de 1889, il est statué que dans le dit acte et dans tout acte passé soit avant soit après le commencement du dit acte, les expressions "souverain régnant à l'époque de l'adoption de l'acte," ou "la Couronne" seront censées jusqu'à preuve

the 29th day of January, 1904, after reciting that by section 84 (3) of "The Merchant Shipping Act, 1894," it was enacted that if it was made to appear to Her late Majesty that the tonnage of any foreign ship, as measured by the rules of the country to which she belonged, materially differed from that which would be her tonnage if measured under that Act, Her Majesty in Council might order that, notwithstanding any Order in Council for the time being in force, any of the ships of that country might be remeasured in accordance with that Act, and reciting that it had been made to appear to His present Majesty that the tonnage of French ships, as measured by the rules concerning the measurement of tonnage of merchant ships of France, materially differed from that which would be the tonnage of such ships if measured under "The Merchant Shipping Act, 1894," His Majesty in Council ordered that notwithstanding the hereinbefore recited Order in Council dated the 5th day of May, 1873, any of the ships of France might, for all or any of the purposes of "The Merchant Shipping Act, 1894," be remeasured in accordance with the said Act ;

And whereas by section 738 of the same Act it is provided that where Her late Majesty had power under the Act to make an Order in Council, Her Majesty might by Order in Council revoke, after, or add to any Order so made ;

And whereas by section 30 of the Interpretation Act, 1889, it is enacted that in that Act and in every other Act, whether passed before or after the commencement of that Act, reference to the Sovereign reigning at the time of the passing of the Act or to the Crown shall, unless the contrary intention appears, be construed as references to the Sovereign for the time being and that Act shall be binding on the Crown :

And whereas it has been made to appear desirable to His present Majesty that the provisions of the said recited Orders in Council, dated respectively the 5th of May, 1873, and the 29th day of January, 1904, should be revoked and a new Order in Council made and substituted in lieu thereof :

Now, therefore, His Majesty, in virtue of the powers vested in Him by the said recited Acts, and by and with the advice of His Privy Council, is pleased to direct that the said recited Orders, dated respectively the 5th day of May, 1873, and the 29th day of January, 1904, shall be and the same are hereby revoked.

A. W. FITZROY.

AT THE COURT AT BUCKINGHAM PALACE

The 10th day of August, 1904.

PRESENT :

THE KING'S MOST EXCELLENT MAJESTY
IN COUNCIL.

WHEREAS it is enacted by section 84 (1) of the "Merchant Shipping Act, 1894," that whenever it appeared to Her late Majesty the Queen in Council that the tonnage regulations of that Act had been adopted by any foreign country and were in force there, Her Majesty in Council might order that the ships of that country should without being remeasured in Her Majesty's Dominions be deemed to be of the tonnage denoted in their certificates of registry or other national papers, in the same manner, to the same extent, and for the same purposes as the tonnage denoted in the certificate of registry of a British ship, was deemed to be the tonnage of that ship.

And whereas by section 30 of the interpretation Act, 1889, it is enacted that in that Act and in every other Act, whether passed before or after the commencement of that Act, references to the Sovereign at the time of the passing of the Act or to the Crown, shall, unless the contrary intention

du contraire signifier le Souverain alors régnant, et le dit acte sera obligatoire pour la Couronne ;

Et considérant qu'il a été représenté à Sa Majesté que les règlements concernant le mesurage du tonnage des bâtiments marchands maintenant en vigueur sous l'autorité de l'Acte de la marine marchande de 1854, ont été adoptés par le Président de la République Française et sont en vigueur dans les possessions françaises, ayant été rendus exécutoires le 1er jour de juillet 1904,—

A ces causes, Sa Majesté en conseil décrète que les navires de France, dont les certificats d'enregistrement ou autres papiers nationaux sont datés le ou après le 1er jour de juillet 1904, seront, sans être remesurés dans les possessions de Sa Majesté, censés être du tonnage inscrit dans les dits certificats d'enregistrement, ou autres papiers nationaux, de la même manière, au même degré, et pour les mêmes fins pour lesquelles le tonnage inscrit sur le certificat d'enregistrement d'un navire britannique est censé être le tonnage de ce navire.

3199

A. W. FITZROY.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-neuvième jour de septembre 1904, incorporant MM. Lucius Helen Grover, gérant, Wilford Mingle, manufacturier, Joseph Philias Montreuil, industriel, Alphonse Bernardin Gendreau, rentier, Alphonse Gendreau, junior, commis, tous du village de Megantic ; Joseph Ovila Montreuil, ingénieur civil, Lorenzo Joseph Montreuil, médecin, tous deux de la cité de Québec, pour les fins suivantes, savoir : fabriquer des lits en fer et en cuivre, sommiers métalliques, matelas, oreillers, vendre des métaux, et en général faire toutes les opérations dans lesquelles entrent des métaux ou minerais de quelque espèce que ce soit, sous le nom de "The Metallic Bedstead Company", avec un fond social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce trentième jour de septembre 1904.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

3177

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du trois octobre 1904, incorporant MM. Albert Bienvenu, manufacturier, de la paroisse de Varennes, Gustave Massue, manufacturier, Joseph Hermilde Beauchamp, cultivateur, Charles Joseph Langlois, marchand, Louis Azarie Bissonnet, notaire, ces quatre derniers du village de Varennes, pour les fins suivantes, savoir : la fabrication et la manufacture de tous objets en bois, en fer et en fonte, ou en quelqu'une ou quelques unes de ces matières ; le sciage et la préparation du bois pour la construction et la manufacture, sous le nom de "La Fonderie Générale", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce quatrième jour d'octobre 1904.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

3197

No 2150.04.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Marie, dans le comté de Beauce, les lots ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce, les numéros 995 et les suivants jusqu'au numéro 1010 inclusivement,

appears, be construed as reference to the Sovereign for the time being, and that Act shall be binding on the Crown.

And whereas it has been made to appear to His Majesty that the rules concerning the measurement of tonnage of merchant ships now in force under "The Merchant Shipping Act, 1894," have been adapted by the President of the French Republic, and are in force in the French Dominions, having come into operation on the 1st day of July, 1904.

Now, therefore, His Majesty in Council doth order that the ships of France, the certificates of registry or other national papers of which are dated on or after the 1st day of July, 1904, shall without being remeasured in His Majesty's Dominion, be deemed to be of the tonnage denoted in such certificates of registry, or other national papers, in the same manner, to the same extent, and for the same purpose as the tonnage denoted in the certificate of registry of a British ship is deemed to be the tonnage of that ship.

3200

A. W. FITZROY.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of September, 1904, incorporating Messrs. Lucius Helen Grover, manager, Wilford Mingle, manufacturer, Joseph Philias Montreuil, manufacturer, Alphonse Bernardin Gendreau, rentier, Alphonse Gendreau, junior, clerk, all of the Megantic village ; Joseph Ovila Montreuil, civil engineer, Lorenzo Joseph Montreuil, physician, both of the city of Quebec, for the following purposes, namely : to make iron and copper bedsteads, mattresses, pillows, to sell metals, and generally to carry on any operations into which metals or ores of any kind whatsoever enter, by the name of "The Metallic Bedstead Company", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into two thousand (2000) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this thirtieth day of September, 1904.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

3178

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the third day of October, 1904, incorporating Messrs. Albert Bienvenu, manufacturer, of the parish of Varennes, Gustave Massue, manufacturer, Joseph Hermilde Beauchamp, farmer, Charles Joseph Langlois, merchant, Louis Azarie Bissonnet, notary, the latter four of the village of Varennes, for the following purposes, to wit : the fabrication and manufacture of any articles of wood, iron or casting, or in any one or more of these materials ; the sawing and preparation of lumber for building and manufacture, by the name of "La Fonderie Générale", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this fourth day of October, 1904.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

3198

No. 2150.04.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

Application is made to detach from the school municipality of the Sainte Marie, in the county of Beauce, the lots having on the official cadastre of the parish of Sainte Marie, county of Beauce, the numbers 995 and following up to number 1010 in-

et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite, comté de Dorchester.

Cette délimitation, si elle est autorisée, ne prendra effet que le 1er juillet prochain, 1905. 3123.2

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Pierre Chrysostôme Lacasse, notaire public, demeurant et pratiquant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Léonard Ovide Hétu et Louis Joseph Hétu, en leur vivant notaires publics, pratiquant en la cité de Montréal, dans le dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

2971.4

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, tigne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrite par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des bateaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs,

et de les annexer à la municipalité scolaire de Sainte-Marguerite, comté de Dorchester.

This annexation, if it is authorized, only to take effect on the 1st of July next, 1905. 3124

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by Pierre Chrysostôme Lacasse, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Leonard Hétu and Louis Joseph Hétu, in their lifetime notaries public, practising in the city of Montreal, in the said district, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,
Provincial secretary.

2972

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer

de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment es parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés ; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé ; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2541

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof ; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2542

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Sluice, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

2543 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

Avis Divers

Province of Québec, }
District of Saint-François, } *Cour Supérieure.*
No. 598.

Dame Clarisse *alias* Delima Lessard, épouse commune en biens de Majorique Gagné, charpentier et menuisier, domicilié en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes,
Demanderesse;

vs

Majorique Gagné, charpentier et menuisier, domicilié en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

L. C. BELANGER,
Procureur de la demanderesse,
Sherbrooke, 8 septembre 1904. 3213

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill in the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

2544 L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

Miscellaneous Notices

Province of Québec, }
District of Saint Francis, } *Superior Court.*
No. 598.

Dame Clarisse *alias* Délima Lessard, wife common as to property of Majorique Gagné, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, carpenter and joiner, duly authorized to ester in justice for the ends hereof, :
Plaintiff

vs

Majorique Gagné, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, carpenter and joiner, Defendant.
An action for separation of property has been instituted, this day, in this cause.

L. C. BELANGER,
Attorney for plaintiff,
Sherbrooke, 8th September, 1904. 3214

Canada,
Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 621.

Dame Joséphine Faucher, de la ville de Coaticook, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Ernest Grenier, du même endroit.

ST. PIERRE & VERRET,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 21 septembre 1904. 3131.2

Cour Supérieure.—Québec.
No 812.

Dame Victorine Pouliot, épouse de sieur Alfred Brochu, cultivateur, de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alfred Brochu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, par la demanderesse, le 21 septembre 1904.

ROY & SIMARD,
3137.2 Procureurs de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 566

Dame Joséphine Bilodeau, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Richard Veilleux, ci-devant de Québec, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisés à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Richard Veilleux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. ROCHETTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 20 septembre 1904. 3095.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure*

Dame Lydia Ann Paul (née Keet), du canton de Stanstead, dans le district de Saint François, épouse de Erastus Leslie Paul, de Stanstead susdit, Demanderesse ;

vs

Erastus Leslie Paul, du canton de Stanstead, dans le district de Saint-François, Demandeur.
La demanderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens du dit défendeur.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 1er septembre 1904. 2925.5

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure*
No 1068.

Dame Rose Victoria Avon, de la cité de Salaberry de Valleyfield, dit district, épouse de Arthur Morin, commerçant, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux,

L. J. PAPINEAU,
Avocat de la demanderesse.
Salaberry de Valleyfield, 6 septembre 1904. 2939.5

Cour Supérieure—Chicoutimi.
No 1249.

Dame Belzémire Faucher, Demanderesse ;

vs

Amable Jos. Caron, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été prise, ce jour, contre le défendeur.

L. G. BELLEY,
Procureur de la demanderesse.
Chicoutimi, 21 juin 1904. 2937.5

Canada,
Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 521.

Dame Joséphine Faucher, of the town of Coaticook, in said district, has, this day, taken an action for separation as to property from her husband, Ernest Grenier, of the same place.

ST. PIERRE & VERRET,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 21st September, 1904. 3132

Superior Court—Quebec.
No. 812.

Dame Victorine Pouliot, wife of Mr. Alfred Brochu, farmer, of the parish of Saint Raphaël, county of Bellechasse, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Alfred Brochu, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause by the plaintiff, on the 21st of September, 1904.

ROY & SIMARD,
3138 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 566.

Dame Josephine Bilodeau, of the city of Quebec, wife common as to property of Richard Veilleux, heretofore of Quebec, now of parts unknown, Plaintiff ;

vs

The said Richard Veilleux, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

J. A. ROCHETTE,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 20th September, 1904. 3096

Province of Quebec, }
District of Saint-Francois. } *Superior Court.*

Dame Lydia Ann Paul (née Keet), of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, wife of Erastus Leslie Paul, of Stanstead aforesaid, Plaintiff ;

vs

Erastus Leslie Paul, of the township of Stanstead, in the district of Saint Francis, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property from the said Defendant.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 1st September, 1904. 2926

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1068.

Dame Rose Victoria Avon, of the city of Salaberry de Valleyfield, said district, wife of Arthur Morin, trader, of the same place, has, this day, instituted an action for separation of property against her said husband.

L. J. PAPINEAU,
Attorney for plaintiff.
Salaberry de Valleyfield, 6th September, 1904. 2940

Superior Court.—Chicoutimi.
No. 1249.

Dame Belzémire Faucher, Plaintiff ;

vs

Amable Jos. Caron, Defendant.
An action for separation of property has been taken, this day, against the defendant.

L. G. BELLEY,
Attorney for plaintiff.
Chicoutimi, 21st June, 1904. 2938

Canada,
Province of Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 619.

Dame Alice Bryant, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Charles William Holmes, du même lieu, professeur de musique et dûment autorisée par un juge de la savdite cour supérieure à ester en justice à l'effet des présentes,

Demanderesse :

vs

Charles William Holmes, du dit village de Rock Island, dans le district de Saint-François,

Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,

Procureur de la demanderesse

Sherbrooke, 21 septembre 1904. 3121.2

Cour Supérieure.—District de Montréal.
No. 2708.

Dame Rose de Lima Bénard, épouse commune en biens de Arthur Beliveau, tous deux de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée aux fins des présentes par jugement de cette cour,

Demanderesse ;

vs

Arthur Beliveau, du même lieu. Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

HUTCHINSON, OUGHTRED & PLACE,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 7 septembre 1904. 2941.5

Canada,
Province of Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No. 591.

Dame Lillian M. Aldrich, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, épouse de James B. Paton, ci-devant d'Ascot susdit, journalier, maintenant de lieux inconnus,

Demanderesse ;

vs.

James B. Paton, ci-devant du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, mais maintenant absent dans des lieux inconnus, Défendeur.

La défenderesse a institué, ce jour, une action en séparation de biens du dit défendeur.

CATE, WELLS & WHITE,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 6 septembre 1904. 2935.5

Province of Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

Dame Vitaline Demers, épouse de Ovila Bousquet, commerçant, de la ville de Drummondville, district susdit, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs.

Le dit Ovila Bousquet, commerçant, de la ville de Drummondville, district susdit,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onze juillet 1904, à Arthabaska, district susdit.

NAP. GARCEAU,

Avocat de la demanderesse.

Arthabaska, 15 septembre 1904. 3045.4

Province of Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No. 133.

Dame Evelina Coderre, de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, dans le district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Euclide Lagarde, de la dite paroisse de Saint-Michel de Rougemont, mais temporairement présent au village de Saint-Césaire, dit district, forgeron, a insti-

Canada,
Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 619.

Dame Alice Bryant, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Charles William Holmes, of the same place, professor of music and duly authorized by a judge of the above superior court to ester *en justice* in this behalf,

Plaintiff ;

vs

Charles William Holmes, of the said village of Rock Island, in the district of Saint Francis,

Defendant.

An action *en séparation de corps et de biens* has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 21st September, 1904. 3122

Superior Court.—District of Montreal.
No. 2708.

Dame Rose de Lima Benard, wife common as to property of Arthur Beliveau, both of the city and district of Montreal, duly authorized for the purposes hereof by judgment of this court,

Plaintiff ;

vs.

Arthur Beliveau, of the same place. Defendant.

An action for separation of property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

HUTCHINSON, OUGHTRED & PLACE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 7th September, 1904. 2942

Canada,
Province of Québec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 591.

Dame Lillian M. Aldrich, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, wife of James B. Paton, formerly of Ascot aforesaid, laborer, now of parts unknown,

Plaintiff ;

vs.

James B. Paton, formerly of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, now absent in parts unknown, Defendant.

The plaintiff has, this day, instituted an action for separation of property from the said defendant.

CATE, WELLS & WHITE,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 6th September, 1904. 2936

Province of Québec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

Dame Vitaline Demers, wife of Ovila Bousquet, trader, of the town of Drummondville, district aforesaid, duly authorized to appear in judicial proceedings,

Plaintiff ;

vs.

The said Ovila Bousquet, trader, of the town of Drummondville, district aforesaid,

Defendant

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the eleventh day of July, 1904, at Arthabaska, district aforesaid.

NAP. GARCEAU,

Attorney for plaintiff.

Arthabaska, 15th September, 1904. 3046

Province of Québec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 133.

Dame Evelina Coderre, of the parish of Saint-Michel de Rougemont, in the district of Saint-Hyacinth, wife common as to property of Euclide Lagarde, of the said parish of Saint-Michel de Rougemont, but temporarily at the village of Saint-Césaire, said district, blacksmith, has taken an

tué une action en séparation de biens contre son dit époux, le trente août dernier (1904).

LUSSIER & GENDRON,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 30 août 1904. 2957.5

Province de Québec, }
District de Québec, } *Dans la Cour Supérieure.*
No 1379.

Dame Mathilde Mazurette, épouse de Louis Bergevin, de Québec, ci-devant marchand, judiciairement autorisée à ester en justice, de la cité de Québec.
Demanderesse ;

vs.

Louis Bergevin, de la cité de Québec

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le neuvième jour de juin mil neuf cent quatre.

P. J. JOLICEUR,
2951.5 Procureur de la demanderesse.

action in separation as to property against her said husband, on the 30th of August last. (1904).

LUSSIER & GENDRON,
Attorneys for plaintiff.
Saint Hyacinth, 30th August, 1904. 2958

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *In the Superior Court.*
No. 1379.

Dame Mathilde Mazurette, wife of Louis Bergevin, of Quebec, for merly merchant, judicially authorized to appear in judicial proceedings, of the city of Quebec,
Plaintiff ;

vs.

Louis Bergevin, of Quebec,

Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the ninth day of June, one thousand nine hundred and four.

P. J. JOLICEUR,
2952 Attorney for plaintiff.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*
No 227.

Dans l'affaire de W. Simon & D. A. Miller (The Montreal Clothing Mfg. Co.), Faillis.
Avis est par le présent donné que, ce jour, les dits faillis ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Montréal, 29 septembre 1904. 3179

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*
In re Edmond Louis Joseph Ethier, commerçant, des cité et district de Montréal,
Débiteur insolvable ;

et

Paul Louis Turgeon, comptable, des cité et district de Montréal, Requéran.

Avis est par les présentes donné que le dit débiteur insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Montréal, à Montréal, dit district.

P. J. CHARTRAND,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 30 septembre 1904. 3183

Province de Québec, }
District de Québec, } *Cour Supérieure.*
No 550.

In re Adalbert Trudel, de Québec, architecte et entrepreneur,
Insolvable ;

et

J. A. Charlebois, de Québec, Curateur.

Avis est donné que le vingt-neuvième jour de septembre 1904, le sous-assigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de Adalbert Trudel, de Québec, architecte et entrepreneur, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mains dans les trente jours de cet avis.

J. A. CHARLEBOIS,
Curateur.
3195

Québec, 4 octobre 1904.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 227.

In the matter of W. Simon & D. A. Miller (The Montreal Cloting Mfg. Co.), Insolvents.
Notice is hereby given that, on this day, the above insolvents have made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Montreal, 29th September, 1904. 3180

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Edmond Louis Joseph Ethier, trader, of the city and district of Montreal,
Insolvent debtor ;

and

Paul Louis Turgeon, accountant, of the city and district of Montreal, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent debtor has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court for the district of Montreal, at Montreal, said district.

P. J. CHARTRAND,
Sub. provisional guardian.

Office of Chartrand & Turgeon,
180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 30th September, 1904. 3184

Province of Quebec, }
District of Quebec, } *Superior Court.*
No. 550.

In re Adalbert Trudel, of Québec, architect and builder,
Insolvent ;

and

J. A. Charlebois, of Québec, Curator.

Notice is hereby given that on the twenty ninth day of September, 1904, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Adalbert Trudel, of Québec, architect and builder, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

J. A. CHARLEBOIS,
Curator.
3196

Québec, 4th October, 1904.

District d'Arthabaska.

Re J. L. Roberge & Cie, marchands, Thetford Mines, Insolubles.
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24 octobre 1904, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 octobre 1904. 3207

District de Trois-Rivières.

Télesphore Perreault, de Sainte-Sophie de Lévrard, marchand, a, le 4 octobre 1904, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 5 octobre 1904. 3205

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.

In re A. Wilfrid Couture, de Lévis, Failli.
Je, soussigné, ai été nommé, par ordre de la cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers sont requis de produire devant moi leurs réclamations sous un mois.

ALFRED LEMIEUX,
Curateur.

Lévis, 3 octobre 1904. 3211

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 996.

Dans l'affaire de Wilfrid Louis Bergevin, de Saint-Flavien, marchand-général,

Débiteur Insolvable ;

et

Magloire Boissonneault,

Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que le dit débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

PIERRE DROUIN,
Gardien-provisoire.

Bureau : 181, rue Saint-Joseph, Saint-Roch.
Québec, 4 octobre 1904. 3203

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 14 septembre 1904, dans une cause dans laquelle George Napoléon Marsan dit Lapierre, marbrier, des cité et district de Montréal est Demandeur ; et Alfred Marsan dit Lapierre, Alexandre Marsan dit Lapierre, Dame Emma Marsan dite Lapierre, épouse séparée de biens de Edmond Choquette, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, Rose Anna Marsan dite Lapierre, veuve de Tan-crède Trudel, de son vivant médecin, de Montréal, Cyrille Marsan dit Lapierre, Marie Marsan dite Lapierre, Florence Marsan dite Lapierre, Joseph Marsan dit Lapierre, Julie Marsan dite Lapierre,

District of Arthabaska.

Re J. L. Roberge & Cie, merchants, Thetford Mines, Insolvents.
A second and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be opened to objection until 24th October, 1904, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 5th October, 1904. 3208

District of Three Rivers.

Télesphore Perreault, of Sainte Sophie de Lévrard, merchant, has, on the 4th October, 1904, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 5th October, 1904. 3206

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.

In re A. Wilfrid Couture, of Lévis, Insolvent.
I, the undersigned, have been appointed, by order of the court, curator to this estate.

Creditors are requested to file their claims before me within one month.

ALFRED LEMIEUX,
Curator.

Lévis, 3rd October, 1904. 3212

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
No. 996.

In the matter of Wilfrid Louis Bergevin, of Saint-Flavien, general store,

Debtor Insolvent ;

and

Magloire Boissonneault,

Creditor petitioner assignment.

Notice is hereby given that the said debtor has made, on this day, an abandonment of his estate and effects to the prothonotary at the court house, for the benefit of his creditors.

PIERRE DROUIN,
Provisional guardian.

Office : 181, Saint Joseph street, Saint Roch.
Quebec, 4th October, 1904. 3204

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 14th day of September, 1904, in the cause in which George Napoléon Marsan dit Lapierre, marble cutter, of the city and district of Montreal, is Plaintiff ; and Alfred Marsan dit Lapierre, Alexandre Marsan dit Lapierre, Dame Emma Marsan dite Lapierre, wife separated as to property of Edmond Choquette, and the latter in so far as need be to authorize his wife for the purposes hereof, Rose Anna Marsan dite Lapierre, widow of Tan-crède Trudel, in his lifetime of Montreal, Cyrille Marsan dit Lapierre, Marie Marsan dite Lapierre, Florence Marsan dite Lapierre, Joseph

épouse séparée de biens de Eugène Virole, médecin, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, Dame Hermine Valois, veuve de Charles Lapierre, ex-qualité de tutrice à son enfant mineure, Corinne Marsan dite Lapierre, tous des cité et district de Montréal, Hermine Marsan dite Lapierre, épouse séparée de biens de Emile Kris *alias* Heintz, agent, de la cité de New-York, dans l'état de New-York, un des états-unis d'amérique, et ce dernier en autant que besoin est pour autoriser son épouse aux présentes, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit :

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Jacques, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 960, des plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint Jacques, de la contenance d'environ 100 pieds de front par 74½ pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 426 et 428 de la rue Amherst.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, SAMEDI, le VINGT DEUXIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures ET DEMIE, cour tenante, dans la chambre No 31, du palais de justice de Montréal ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition, afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire, à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

BERARD, BRODEUR & BERARD,

Avocats du demandeur.

Montréal, 14 septembre 1904. 3025.2
[Première publication, 17 septembre 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Beauce, à savoir : JOSEPH-PRUDENT GEN-
No 553. J DRON ET AL, Demandeurs ;
contre DAME MARIE TANGUAY, Défenderesse,
savoir :

Deux lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros un-cent dix-neuf et un-cent vingt (1-119 et un-120), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du canton de Ditchfield, dans le village d'Aguës—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en un seul et même lot, au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le DIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 4 octobre 1904. 3191
[Première publication, 8 octobre 1904.]

Marsan dit Lapierre, Julie Marsan dite Lapierre, wife separated as to property of Eugène Virole, physician, and his latter in so far as need be to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Hermine Valois, widow of Charles Lapierre, in her quality of tutrix to her minor daughter, Corinne Marsan dite Lapierre, all of the city and district of Montreal, Hermine Marsan dite Lapierre, wife separated as to property of Emile Kris *alias* Heintz, agent, of the city of New York, in the state of New York, one of the united states of America, and the latter in so far as need be to authorize his wife for the purposes hereof, are Defendants, ordering the licitation of the immovab e described as follows, to wit :

A lot situate in Saint James ward, of the city of Montreal, known and described as No. 960, of the official plan and book of reference of the said Saint James ward, containing about 100 feet in front by 74½ feet in depth—with a house and other buildings thereon erected, bearing the civic numbers 426 and 428 of Amherst street.

The immovable above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on SATURDAY, the TWENTY SECOND day of OCTOBER next, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room No. 31, of the court house, Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the protonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any oppositions for payment must be filed within 6 days after the adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from doing so.

BERARD, BRODEUR & BERARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th September, 1904. 3026
[First published, 17th September, 1904.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Beauce, to wit : JOSEPH PRUDENT GEN-
No. 553. J DRON ET AL, Plaintiffs ;
against DAME MARIE TANGUAY, Defendant, to
wit :

Two lots of land now known and designated as numbers one-one hundred and nineteen, and one-one hundred and twenty (1-119 and 1-120), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Ditchfield, in the village of Agnes—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in one and the same lot, at the registry office of the county of Beauce, at Beauceville, on the TENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 4th October, 1904. 3192
[First published, 8th October, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Beauce, à savoir : } **J** JEAN BAPTISTE CADRIN,
No 919. } Demandeur; contre **J** JOSEPH
LAPLANTE, Défendeur, savoir :

Une terre contenant trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, située à Sainte-Marguerite, concession Sainte-Julie; bornée en front au chemin royal du lieu, et en arrière au bout de sa dite profondeur, joignant au sud-est Joseph Drouin, au nord-ouest Jacques Fleury ou représentants—avec toutes les bâtisses dessus construites. Laquelle terre sus-décrite est connue et désignée sous le numéro cent quatre-vingt-quatorze (194), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Marguerite, dans le comté de Dorchester.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce, 5 septembre
1904. 2975.2

[Première publication, 17 septembre 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Québec.*

Beauce, to wit : } **J** JEAN BAPTISTE CADRIN,
No. 919. } Plaintiff; against **J** JOSEPH
LAPLANTE, Defendant, to wit :

A land containing three arpents in front by thirty arpents in depth, situated at Sainte Marguerite, Sainte Julie concession; bounded in front by the King's road, and in rear by the end of the said depth, joining on the south east by Joseph Drouin, on the north west by Jacques Fleury or representatives—with all the buildings thereon erected. Which land above described is known and described as number one hundred and ninety four (194), of the official plan and book of reference of the cadastre of Sainte Marguerite, in the county of Dorchester.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Marguerite, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph de Beauce, 5th Septem-
ber, 1904. 2976

[First published, 17th September 1904.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois**Sheriff's Sales—Beauharnois**

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.*Cour Supérieure.—District de Beauharnois.*

Province de Québec, } **O** NÉSIME LA-
District de Beauharnois. } BERGE, Deman-
No 1200. } deur; contre **O** NÉSIME
BLANCHETTE ET AL, Défendeurs.

Appartenant à Onésime Blanchette, l'un des défendeurs :

Un immeuble connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Martine, sous le numéro cent sept (107); le dit immeuble situé au côté nord de la rivière Châteauguay, dans les limites de la paroisse du Très-Saint Sacrement, dit district—avec une maison en bois et une vieille remise dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Très-Saint Sacrement, MARDI, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 14 septembre 1904.
3027 2

[Première publication, 17 septembre 1904.]

FIERI FACIAS.*Superior Court.—District of Beauharnois.*

Province of Québec, } **O** NÉSIME LABERGE,
District of Beauharnois. } Plaintiff; vs. **O** NÉ-
No. 1200. } SIME BLANCHETTE ET
AL., Defendants.

Belonging to Onesime Blanchette, one of the defendants :

An immovable known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Martine, as number one hundred and seven (107); said immovable situated on the north side of the river Chateauguay, in the limits of the parish of Le Très Saint Sacrement, said district—with a wooden house and an old shed thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Le Très Saint Sacrement, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 14th September, 1904.
3028

[First published, 17th September, 1904.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi**Sheriff's Sales—Chicoutimi**

V VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Magistrat pour le comté du Lac St-Jean, siégeant à Roberval.*

Chicoutimi, à savoir : } **N** APOLEON GOULET,
No 3798. } cultivateur, de Saint-
Tite, comté de Champlain, Demandeur; contre
ERNEST BOULAY, de Saint-Félicien, dans le
comté du Lac Saint-Jean, Défendeur.

Un terrain faisant partie du lot numéro un E, du

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Magistrate's court for the County of Lake Saint-John, sitting at Roberval.*

Chicoutimi, to wit : } **N** APOLEON GOULET,
No. 3798. } farmer, of Saint Tite,
county of Champlain, Plaintiff; against **E** RNEST
BOULAY, of Saint Félicien, in the county of Lake
Saint John, Defendant.

A land forming part of lot number one E, of the

premier rang du cadastre officiel du canton Demeules, mesurant en front cinquante pieds sur un arpent de profondeur, le tout plus ou moins; borné en front au sud-ouest au chemin public du dit rang, en profondeur au nord-est à la rivière Ashuapmouchouan, au sud-est à partir du lot numéro un A, et au nord-ouest à Honoré Savard—avec maison dessus construite, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Félicien, à ONZE heures de l'avant-midi, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE prochain.

O. BOSSÉ,
Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 3 octobre 1904. 3189
[Première publication, 8 octobre 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat, siégeant à Saint-Louis de Métabetchouan.

Chicoutimi, à savoir : } **EDOUARD - ANTILLE**
No 36. } **PANET**, notaire et marchand, de la paroisse de Saint-Raymond, comté de Portneuf, Demandeur; contre **ADOLPHE BLACKBURN**, de la paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan, cultivateur, Défendeur.

Le lot numéro trente-neuf B (39 B), du premier rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Métabetchouan—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf les droits que la couronne a sur ce lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Louis de Métabetchouan, Chambord, le DIX-HUITIEME jour du mois d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi,

O. BOSSÉ,
Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 13 septembre 1904. 3011.2
[Première publication, 17 septembre 1904.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et aux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **GEORGES DEMERS**,
No 1566. } **G** courtier, de la cité de Québec, Demandeur; contre les terres et tenements de l'HONORABLE R. THIBAUDEAU, shérif du district de Montréal, Défendeur.

Saisis comme appartenant et en] la possession du dit défendeur, les immeubles suivants, savoir :

1. Un lot de terre portant le numéro 327, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte Jeanne de Chantal de l'île Perrot, situé dans une île dans la Rivière Ottawa, au nord-ouest de l'île Perrot, et dont elle est séparée au sud à une distance d'un demi-arpent environ, par une branche de l'Ottawa connue sous le nom de Rivière Proulx; le dit lot d'une superficie d'environ quatre-vingts arpents, comprenant toute la partie de la dite île au nord de la voie du chemin de fer du Pacifique Canadien—avec maison de bois et grange dessus érigées.

2. Un lot de terre portant le numéro 333, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot, étant une île dans la Rivière Ottawa, située à douze arpents environ de la pointe nord de l'île, numéro 327 ci-haut décrite, et d'une superficie d'environ sept arpents.

3. Un lot de terre portant le numéro 338, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot, étant une île dans la Rivière Ottawa, située à neuf arpents et

first range of the official cadastre of the township Demeules, measuring in-front fifty feet by one arpent in depth, the whole more or less; bounded in front on the south west by the public road of the said range, in rear on the north east by the river Ashuapmouchouan, on the south east by part of lot number one A, and on the north west by Honoré Savard—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Félicien, on the NINTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 3rd October, 1904. 3190
[First published, 8th October, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court, sitting at Saint Louis de Métabetchouan.

Chicoutimi, to wit : } **EDOUARD ANTILLE**
No. 36. } **PANET**, notary and merchant, of the parish of Saint Raymond, county of Portneuf, Plaintiff; against **ADOLPHE BLACKBURN**, of the parish of Saint Louis de Métabetchouan, farmer, Defendant.

Lot number thirty nine B (39B), of the first range of the official plan and book of reference of the cadastre of the township Métabetchouan—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, reserving the rights which the crown has on this lot.

To be sold at the church door of the said parish of Saint Louis de Métabetchouan, Chambord, on the EIGHTEENTH day of the month of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. BOSSÉ,
Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 13th September, 1904. 3012
[First published, 17th September, 1904.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **GEORGES DEMERS**, of
No. 1566. } **G** the city of Quebec, broker, Plaintiff; against the lands and tenements of the HONORABLE R. THIBAUDEAU, sheriff of the district of Montreal, Defendant.

Seized and belonging to and in the possession of the said defendant, of the following immoveables, to wit :

1. A piece of land bearing number 327, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte Jeanne de Chantal of Perrot Island, situated in an island of the Ottawa River, north west of Perrot Island, of which separated on the south at a distance of about half an acre, by a branch of the Ottawa River known under the name of *Rivière Proulx*; the said lot being about eighty acres in superficies, being all that portion of the said island on the north of the Canadian Pacific Railway track—with a wooden house and a barn erected on it.

2. A lot of land bearing number 333, of the official plan and book of reference of the said parish of Sainte Jeanne de Chantal of Perrot Island, being an island in the Ottawa River, about twelve acres distant from the northern point of the island number 327 above described, and about seven acres in superficies.

3. A lot of land known as number 338, on the official plan and book of reference of parish of Sainte Jeanne de Chantal of Perrot Island, being an island in the Ottawa River, about nine acres and

demie environ de la pointe nord de l'île numéro 327, en premier lieu décrite, et d'une superficie de deux arpents et demi environ.

4° Un lot de terre portant le numéro 339, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot, étant une île dans la rivière Ottawa, située à une distance d'environ deux arpents de la pointe nord de l'île numéro 327, en premier lieu décrite, et d'une superficie d'environ treize arpents.

Ces îles et îlots n'appartenant à aucun rang et concession de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal de l'île Perrot.

Pour être vendus à la porte de l'église de la dite paroisse de Sainte-Jeanne de Chantal, le DOUZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

ED. McMAHON,

Bureau du Coroner, Montréal, 4 octobre 1904. [Première publication, 8 octobre 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HENRI ARTHUR DEPO-
No 1412. } H CAS, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME MATHILDE BOISVERT, du village de Saint-Pierre-aux-Liens, district de Montréal, veuve de Alfred Doré, en son vivant du même lieu, forgeron, Défenderesse.

Un lot de terre situé dans le village de Saint-Pierre-aux-Liens, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro seize (16), de la subdivision du lot numéro primitif cent vingt-six (126); borné en front par une avenue projetée, connue et désignée sur les susdits plan et livre de renvoi officiels sous le numéro vingt (20), de la dite subdivision du dit lot numéro primitif cent vingt-six (126).

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 septembre 1904. [Première publication, 17 septembre 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } THOMAS J. RYAN, gérant
No 612. } de manufacture, de la cité de Saint-Henri, district de Montréal, Demandeur ; contre les terres et tenements de DAME THARSILE PAPINEAU, de la ville de Saint-Paul, district de Montréal, veuve de feu Joseph Gravel, en son vivant charretier, de la cité et du district de Montréal, Défenderesse, dans laquelle cause Albert Gravel, marchand, de la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, dit district, es-qualité de curateur à la substitution établie par le testament du dit feu Joseph Gravel, passé devant Mre L. B. Bélair, notaire, le quatorze avril 1896, et enregistré, est mis en cause.

Saisi comme appartenant et en la possession de la dite défenderesse, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans la ville Saint-Paul, comté d'Hochelaga ; borné en front par la rue Dufferin, connu et désigné comme le lot numéro cent trente-trois (133), de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent sept (3407), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Montréal, 14 septembre 1904. [Première publication, 17 septembre 1904.]

a half from the northern point of the island number 327, the first above described, and about two acres and a half in superficies.

4. A lot of land known as number 339, on the official plan and book of reference of parish of Sainte-Jeanne de Chantal of Perrot Island, being an island in the Ottawa River, about two acres distant from the northern point of the island number 327, of the first above described, and about thirteen acres in superficies.

The said island belonging to no range and concession of the said parish of Sainte-Jeanne de Chantal of Perrot Island.

To be sold at the church door of the said parish of Sainte-Jeanne de Chantal of Perrot Island, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ED. McMAHON,

Coroner's Office, Montreal, 4th October, 1904. [First published, 8th October, 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } HENRI ARTHUR DEPO-
No. 1412. } H CAS, of the city of Saint-Henri, district of Montreal, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME MATHILDE BOISVERT, of the village of Saint-Pierre-aux-Liens, district of Montreal, widow of Alfred Doré, in his lifetime of the same place, blacksmith, Defendant.

A lot of land situate in the village of Saint-Pierre-aux-Liens, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, known and described on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number sixteen (16), of the subdivision of the lot primitive number one hundred and twenty six (126); bounded in front by a projected avenue, known and described on the said official plan and book of reference as number twenty (20), of the said subdivision of the lot primitive number one hundred and twenty six (126).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff, Montreal, 14th September, 1904. [First published, 17th September, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montréal, to wit : } THOMAS J. RYAN, manu-
No. 612. } facturer's agent, of the city of Saint-Henri, district of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME THARSILE PAPINEAU, of the town of Saint Paul, district of Montreal, widow of the late Joseph Gravel, on his lifetime carter, of the city and district of Montreal, Defendant, in which cause Albert Gravel, merchant, of the parish of Sainte-Cunégonde of Montreal, said district, in his quality of curator to the substitution established by the last will of the said Joseph Gravel, passed before Mre L. B. Bélair, notary, on the fourteenth day of April, 1896, and registered, is a party *mis en cause*.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendant, the following immovable, to wit :

A lot situate in the town of Saint Paul, county of Hochelaga ; bounded in front by Dufferin street, known and described as lot number one hundred and thirty three (133), of the subdivision of lot number three thousand four hundred and seven (3407), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the house and other dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff, Montreal, 14th September, 1904. [First published, 17th September, 1904.]

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées, et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le vingt-neuvième jour d'août 1904, seront vendues par moi, à mon bureau, dans la cité de Montréal, SAMEDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain 1904, à ONZE heures de l'avant-midi, à raison d'une réclamation de la cité de Montréal, pour taxes et contributions foncières dues, telles que détaillées dans la dite cédule.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.

Public notice is hereby given that the immovable properties mentioned, and more particularly described in schedule filed in my office, the twenty ninth day of August, 1904, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on SATURDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, 1904, at ELEVEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal, for taxes and assessments due, as detailed in the said schedule.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre. Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Nouveaux noms des quartiers pour les fins municipales. New names of wards for municipal purposes.
11	Ste-Anne — Ste. Anne.	1240	.....	2268, 2270, 2272 et— and 2274	Notre-Dame.....	Dame Marie Vanthier, veuve de— widow of Bruno Loignon.....	\$984 80	Cotisations spéciales—special assessments.	
15	Ste-Anne — Ste. Anns.	1304	.....	2100, 2102 et—ard 2104	Notre-Dame.....	Dame Elizabeth V. Clouthier veuve de—widow of Gabriel Ph. Gareau.	170 84	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	
24	Ste-Anne — Ste. Anns.	1859	.....	41	St-Maurice.....	William Herbert Evans.....	52 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	
25	Ste-Anne — Ste. Anns.	1886	.....	555, 557, 559, 561, 563, 565 et—and 567 59 et—and 63 18	St-Paul..... St-Henri—St. Henry. St-Maurice.....	William Herbert Evans.....	641 72	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.	

Sujet à la substitution créée par le testament de James Shank Evans, devant J. H. Isaacson, N. P., le 9 janvier 1892, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal Ouest le 30 janvier 1892, sous le No 121810.—Subject to the substitution created by the last will and testament of James Shank Evans, before J. H. Isaacson, N. P., on the 9th January, 1892, and duly registered, in the registry office for Montreal West, on the 30th January, 1892, under No. 121810.

31	St-Antoine	Partie de—part of 208	1100a et—and 1100b	St-Jacques-St. James	Wm. Bryan Foster	85 94	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	St-Joseph
43	St-Antoine	689	180	St-Antoine	Annie Goodman, veuve de—widow of Henry Aussem, Joseph F. Aussem, John L. Aussem, Alexandria Aussem, épouse de—wife of Percy Carroll Ryan, Margaret Aussem, épouse de— wife of Richard C. Lawrence et—and Ellen, Annie, John Henry et—and Alice Aussem, mineurs—minors	157 50	Cotisations annuelles—annual assessments	Saint-Joseph
47	St-Antoine	Partie de—part of 767	2125 et—and 2127	Notre-Dame	Succession—Estate Paul A. Rodier	4408 91	Cotisations spéciales—special assessments	Saint-Joseph
48	St-Antoine	802 et partie de —and part of 787	31, 33, 35, 37, 39, 41 et—and 43	Quarré Chaboillez— Chaboillez square	John Kavanagh	8472 50	Cotisations annuelles—annual assessments	Saint-Joseph

Sujet à la substitution créée par le testament de Michael Kavanagh, devant E. Prudhomme, N. P., le 31 décembre 1889, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal Ouest, le 21 avril 1890, sous le No 118928.—Subject to the substitution created by the last will and testament of Michael Kavanagh, before E. Prudhomme, N. P., on the 31st December, 1889, and duly registered, in the registry office for Montreal West, on the 21st April, 1890, under No. 118928.

52	St-Antoine	828	7, 9, 11 et—and 13	Carré Chaboillez— Chaboillez square	Dame Margaret McSorley, veuve de —widow of Nicholas Métayer dit St-Onge, usufruitière—usufructuary	472 50	Cotisations annuelles—Annual assessments	Saint-Joseph
----	------------	-----	--------------------	--	--	--------	--	--------------

Sujet à la substitution créée par la donation faite par Nicholas Métayer dit St-Onge, à Alfred Métayer dit St-Onge, et Albert Métayer dit St-Onge, devant L. Bélanger, N. P., le 20 novembre 1889, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal Ouest, le 21 novembre 1889, sous le No 118180.—Subject to the substitution created by the donation made by Nicholas Metayer dit St. Onge, to Alfred Metayer dit St. Onge, and Albert Metayer dit St. Onge, before L. Belanger, N. P., on the 20th November, 1889, and duly registered in the registry office for Montreal west, on the 21st November, 1889, under No. 118180.

54	St-Antoine	Partie de—part of 869	19, 21, 23 et—and 25	Pea Lane	Succession—Estate Jean-Bte Pallascio	94 50	Cotisations annuelles—annual assessments	St-Joséph.	
75	St-Antoine	1597 et partie de—and part of 1599	1080	Dorchester	Wm Herbert Eyans	1050 00	Cotisations annuelles—annual Assessments	St-André— St. Andrew.	
81	St-Antoine	87	67	71	Coursol	Alexander MacDonald	57 63	Cotisations annuelles—annual assessments	St-Joseph.
131	St-Antoine	1823	1	249	Université— University	William Herbert Evans	174 60	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	St-George
132	St-Antoine	1823	8, 9 et—and 10	1 et—and 4	Place Underhill— Underhill Place	William Herbert Evans	197 51	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments	St-George

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la sédule. Schedule No.	Quartier.	No du cadastre	Subdivision.	No de la rue	Rue.	Propriétaire cotisé.	Montant réclamé.	Nature des réclamations.	Nouveaux noms des quartiers pour les municipalités — New names of wards for municipalities.
	Ward.	Cadastral No.	Subdivision.	Street number.	Street.	Assessed proprietor.	Amount claimed.	Nature of claims.	
136	St-Laurent— St. Lawrence	11-A et— and 11-B	.....	Lot	St-Laurent— St. Lawrence	Succession—Estate Stanley C. Bagg.	\$230 98	Cotisations annuelles—annual assessments.	
150	St-Laurent— St. Lawrence	Partie de—part of 326.	.....	408 et—and 410	St-Laurent—St. Law- rence	Alfred Brunet.	28 01	Cotisations spéciales—special assessments.	
152	St-Laurent— St. Lawrence	Partie N. O. de —N. W. part of 326.	.....	416, 430, 432 et—and 432½	St-Laurent—St. Law- rence	Alfred Brunet.	\$79 70	Cotisations spéciales—special assessments.	
161	St-Laurent— St. Lawrence	Partie de—part of 613.	.....	158, 160, 162, 164 et— and 166	St-Laurent—St. Law- rence	Alexander M. Foster.	304 28	Cotisations spéciales et annuelles—special an annual assessments.	
162	St-Laurent— St. Lawrence	Partie de—part of 615.	.....	146, 148, 150 et—and 152	St-Laurent—St. Law- rence	Alfred Brunet.	33 70	Cotisations spéciales—special assessments.	
163	St-Laurent— St. Lawrence	Partie de—part of 616.	.....	146, 148, 150 et—and 152	St-Laurent—St. Law- rence	Alfred Brunet.	30 00	Cotisations spéciales—special assessments.	
168	St-Laurent— St. Lawrence	696	G et— and J	67 et—and 69	Hermine	Martha Kearns.	78 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
169	St-Laurent— St. Lawrence	696	H	708, 710, 712, 714 et— and 716	Lagauchetière	Martha Kearns.	131 25	Cotisations annuelles—annual assessments.	

215	St-Louis	528	222, 224 et — and 226	Cadioux	Compagnie de l'Opéra Comique de Montréal	420 00	Cotisations annuelles—annual assessments.
229	St-Louis	785	276 353, 355, 355A, 357, 359 et—and 361	St-Dominique St-Laurent— St. Lawrence	Moses Yasinovskiy	476 99	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.
255	St-Louis	381 375 B Partie de—Part of 375 A Partie de—Part of 375	11 et—and 12 1 et—and	Dorchester	Ovide Robillard	141 75	Cotisations annuelles—annual assessments.
298	St-Jacques— St. James	105	Lot 27 et—and 29 256, 258, 258a et—and 260	St-Timothy Craig	F. X. Chef dit Vadeboncoeur alias Smith, Alice et — and Bernadette Chef dit Vadeboncoeur alias Smith.	267 75	Cotisations annuelles—annual assessments.
308	St-Jacques— St. James	918	510, 512, 514, 516 et— and 518	St-Timothy	Georges Rousseau et—and Sophronie Duverger épouse de—wife of J. Hu- bert Beaudoin	119 14	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.
311	St-Jacques— St. James	$\frac{1}{2}$ N. O.—N. W. $\frac{1}{2}$ 987	264, 264a et— and 264b	Montcalm	James Edward Hughes, usufruitier— usufructuary	86 63	Cotisations annuelles—annual assessments.

Sujet à la substitution créée par le testament de James Hughes, le 9 juillet 1872, devant Joseph Aussem, N. P., et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 8 avril 1873, sous le No 72515, G. H. R.—Subject to the substitution created by the last will and testament of James Hughes, on the 9th July, 1872, before Joseph Aussem, N. P., and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 8th April, 1873, under No. 72515, G. H. R.

312	St-Jacques— St. James	1009a	325a, 325 $\frac{1}{2}$, 327 et— and 329	Montcalm	George Jeffrey, Matthew Jeffrey, Wm. Smith Jeffrey et—and Marg- aret Jeffrey épouse de—wife of Peter Anderson	55 13	Cotisations annuelles—annual assessments.
318	St-Jacques— St. James	1155	54 et—and 55 694, 696, 698 et—and 700	Wolfe	Benoit Antoine Drapeau	\$49 88	Cotisations annuelles—annual assessments.

Sujet à la substitution créée par le testament de Louis A. Drapeau, devant J. Barnabé, N. P., le 8 septembre 1897, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 13 novembre 1897, sous le No 44941, et tel que corrigé par le dit Benoit Antoine Drapeau, et Dame Yvonne Drapeau, épouse de Joseph Aldéric St-Denis, devant Henri Schetagne, N. P., le 17 novembre 1900, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 13 février 1901, sous le No 52471.—Subject to the substitution created by the last will and testament of Louis A. Drapeau, before J. Barnabé, N. P., on the 8th September, 1897, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 13th November, 1897, under No. 44941, and such as corrected by the said Benoit Antoine Drapeau, and Dame Yvonne Drapeau, wife of Joseph Aldéric St. Denis, before Henri Schetagne, N. P., on the 17th November, 1900, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 13th February, 1901, under No. 52471.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule. Schedule No.	Quartier. — Ward.	No du cadastre. — Cadastral No.	Subdivision. — Subdivision.	No de la rue. — Street number.	Rue. — Street.	Propriétaire cotisé. — Assessed proprietor.	Montant réclaté. — Amount claimed.	Nature des réclamations. — Nature of claims.	Nouveaux noms des quartiers pour des municipales... New names of wards for municipal pur- poses.
323	St-Jacques— St. James.	1211	37	66 et—and 68	Parc Lafontaine—La- fontaine park.....	George Rousseau et—and Sophranie Duverger, épouse de—wife of J. Hubert Beaudoin.....	\$88 10	Cotisations annuelles et spéciales—annual and special assessments.....	Lafontaine
336	Ste-Marie— St. Mary..	Partie de—Part of 471.....		80, 82, 84, 86, 88, 88a, 90, 90a, 92 et—and 92a.....	Avenue DeLorimier— DeLorimier Avenue.				
				7, 9, 11, 13, 15, 17, 19, 21, 23, 25, 27, 29, 31, 33, 35, 37, 39, 41, 43, 45, 47, 49, 51 et—and 53.....	Kent.....	Dame Jane Kenny, épouse de—wife of William Mann.....	840 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	Papineau.
348	Ste-Marie— St. Mary..	Partie de—Part of 1137.....		546a	Avenue Papineau —Papineau avenue.	Isaac Kert.....	165 00	Cotisations annuelles—annual assessments.	Papineau.
349	Ste-Marie— St. Mary..	Partie S. de— Part S. of 1225.....		491	Avenue Papineau —Papineau avenue.	Dame Amélie Sophia Stanley, veuve de—widow of Charles Sheppard..	708 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	Papineau.

Sujet à la substitution créée par la donation faite par Amélie Sophia Stanley, veuve de Charles Sheppard, à George J. Sheppard, et Edmund Sheppard, et à Gertrude Ann Sheppard, devant W. de M. Marler, N. P., le 1er avril 1901, et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-Est, le 3 mai 1901, sous le No 53012.—Subject to the substitution created by the donation made by Amelia Sophia Stanley, widow of Charles Sheppard, to George J. Sheppard, and Edmund Sheppard, and to Gertrude Ann Sheppard, before W. de M. Marler, N. P., on the 1st April, 1901, and duly registered in the registry office for Montreal East, on the 3rd May, 1901, under No. 53012.

372
373
431
432
437
438
439
470
474

Partie du village Hochelaga maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Hochelaga.—Part of the village of Hochelaga now annexed to the city of Montreal and forming the Hochelaga ward.

Partie du village d'Hochelaga maintenant annexée à la cité de Montréal, et formant le quartier Ste-Marie.—Part of village of Hochelaga now annexed to the city of Montreal, and forming the Ste. Marys ward.

Partie N. E. de N. E. part of 83	372	38, 40, 42, 44, 48 et— and 50.	Ste-Catherine.....			
Partie de—part of 83		378, 380, 382 et—and 384.	Moreau.....	Pierre Filion.....	863 13	Cotisations spéciales—special assessments.
	76	11, 12 et—and 13	Ste-Catherine.....	Pierre Filion.....	348 66	Cotisations spéciales—special assessments.
	76	11, 12 et—and 13	Ste-Catherine.....	Pierre Tétrault.....	848 95	Cotisations spéciales—special assessments.
	76	Partie de—part of 1	Lot	Pierre Tétrault.....	429 45	Cotisations spéciales—special assessments.
	97	14 et—and 15	Avenue Chicago—Chicago avenue..	The Chateauguay and Northern Railway Company.....	41 80	Cotisations annuelles—annual assessments.
	148	1716	Ste-Catherine.....	Daniel Donnelly.....	505 85	Cotisations spéciales—special assessments.
	148	Partie de—part of 63.	Ste-Catherine.....	Daniel Donnelly.....	63 75	Cotisations spéciales—special assessments.
	166	615	Iberville.....	Joseph U. Emard.....	15 75	Cotisations annuelles—annual assessments.
	1498	64				
	23	1079	Cadieux.....	Augustin Noël Robreau Duplessis....	16 80	Cotisations annuelles— nua assessments.

AVIS DE VENTE D'IMMEUBLES.—Suite.

NOTICE OF SALE OF IMMOVABLES.—Continued.

No de la cédule Schedule No.	Quartier. Ward.	No du cadastre. Cadastral No.	Subdivision.	No de la rue. Street number.	Rue. Street.	Propriétaire cotisé. Assessed proprietor.	Montant réclamé. Amount claimed.	Nature des réclamations. Nature of claims.	Nouveaux noms des quartiers pour fins municipales. New names of wards for municipal pur- poses.
490	Village Saint-Jean Baptiste, maintenant annexé à la cité de Montréal et formant le quartier St-Jean-Baptiste.—Saint Jean Baptiste village, now annexed to the city of Montreal and forming the Saint Jean Baptiste ward.	6	89	82, 84 et—and 86	Chambord.....	Marie-Louise Brien, épouse de—wife of Rémi Brault ; Louis-Adélar Brien ; Vitalis-Edmond Brien ; Jos.-Adhémar Brien ; Antoinette Edgeet—and William-Henry Edge.	\$27 68	Cotisations spéciales et annuelles—special and annual assessments.	Duvernay.
491		6	90	88 et—and 90	Chambord.....	Marie-Louise Brien, épouse de—wife of Rémi Brault ; Louis-Adéla Brien ; Vitalis-Edmond Brien ; Jos.-Adhémar Brien ; Antoinette Edge et—and William-Henry Edge	27 68	Cotisations spéciales et annuelles—special and annual assessments.	Duvernay.
492		6	91	92	Chambord.....	Marie-Louise Brien, épouse de—wife of Rémi Brault ; Louis-Adélar Brien ; Vitalis-Edmond Brien ; Jos.-Adhémar Brien ; Antoinette Edge, et—and William-Henry Edge	27 68	Cotisations spéciales et annuelles—special and annual assessments.	Duvernay.
503		7	218	20 et—and 22	Dufferin.....	Adolphe Gaudry.....	44 10	Cotisations annuelles—annual assessments.	Duvernay.
530		15	833	356 et—and 358	Drolet.....	Pierre Perron, usufruitier—usufructuary.....	31 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	Duvernay.
534		15	897 et—and 898.....	649 et—and 651	Sanguinet.....	Arthur Lemieux.....	77 70	Cotisations annuelles—annual assessments.	
535		15	899 et—and 900.....	653 et—and 655	Sanguinet.....	Arthur Lemieux.....	39 90	Cotisations annuelles—annual assessments.	
543		15	1079 et—and 1080.....	852, 854, 856, 858, 860, et—and 860 A.....	Sanguinet.....	Dame Helen Maria Plummer, épouse de—wife of Thomas Simpson.....	165 38	Cotisations annuelles—annual assessments.	
544		15	1081	862 et—and 864	Sanguinet.....	Dame Helen Maria Plummer, épouse de—wife of Thomas Simpson.....	70 88	Cotisations annuelles—annual assessments.	
546		456	2	190, 192 et—and 194	Mitcheson.....	James Edward Hughes, usufruitier—usufructuary.....	94 50	Cotisations annuelles—annual assessments.	

Sujet à la substitution créée par le testament de James Hughes, le 9 juillet 1872, devant Joseph Aussem, N. P., et dûment enregistré au bureau d'enregistrement pour Montréal-est le 8 avril 1873, sous le No 72515 G. H. R.—Subject to the substitution created by the last will and testament of James Hughes, on the 9th July, 1872, before Joseph Aussem, N. P., and duly registered in the registry office for Montreal east on the 8th April, 1873, under No. 72515 G. H. R.

552	Partie de la paroisse de Montréal maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier St-Gabriel.—Part of the parish of Montreal, now annexed to the city of Montreal and forming the Saint Gabriel ward.	Partie de—part of 2841	229, 231 et—and 233	Ropery.....	Hugh Craig.....	78 75	Cotisations annuelles—annual assessments.	
554		2890		Centre.....	La Fabrique de St-Gabriel.....	53 78	Cotisations annuelles—annual assessments.	
555		2891		Centre.....	La Fabrique de St-Gabriel.....	53 78	Cotisations annuelles—annual assessments.	
556		2892		Centre.....	La Fabrique de St-Gabriel.....	53 78	Cotisations annuelles—annual assessments.	
557		2903		Châteauguay.....	La Fabrique de St-Gabriel.....	28 22	Cotisations annuelles—annual assessments.	
558		2904		Châteauguay.....	La Fabrique de St-Gabriel.....	28 23	Cotisations annuelles—annual assessments.	
559	2905		Châteauguay.....	La Fabrique de St-Gabriel.....	28 88	Cotisations annuelles—annual assessments.		
577	Partie du village de la Côte St-Louis, maintenant annexée à la cité de Montréal et formant le quartier Saint-Denis.—Part of the village of Côte St-Louis, now annexed to the city of Montreal and forming the St. Denis ward.	Partie de—part of 338		Avenue Papineau— Papineau avenue.	John Thornton.....	83 40	Cotisations annuelles—annual assessments.	
588		5	558 B	1921	St-André.....	Jules Landry.....	47 72	Cotisations spéciales et annuelles—special and annual assessments.
607		165	46 et—and 47	61 et—and 63	Carrières.....	Gilbert Vigaud.....	63 00	Cotisations annuelles—annual assessments.
660		328	Partie de— Part of 4		Christopher Colombus	William G. Reid.....	37 80	Cotisations annuelles—annual assessments

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, SAMEDI, le QUINZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Un dépôt sera exigé du plus haut enchérisseur, avant l'adjudication finale, suivant le paragraphe 401, du chapitre 58, 63 Victoria, P. Q.
J. R. THIBAudeau,
 Shérif.
 Montréal, 7 septembre 1904.
 [Première publication, 10 septembre 1904.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on SATURDAY, the FIFTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. A deposit shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication, according to the paragraph 401, chapter 58, 62 Victoria, P. Q.
J. R. THIBAudeau,
 Sheriff.
 Montreal, 7th September, 1904.
 [First published, 10th-September, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LOUIS PAYETTE, JUNIOR,**
 No 1174. } **L** de la cité et du district
 de Montréal, et **FELIX LABELLE,** de la paroisse
 de Sainte-Rose, dit district, tous deux entrepre-
 neurs, ayant fait affaires comme tels à Montréal
 susdit, ensemble en société, sous la raison sociale de
 "Labelle & Payette" Demandeurs; contre les
 terres et tenements de **LA COMPAGNIE DE**
L'OPERA COMIQUE DE MONTREAL, corps
 politique et incorporé, ayant sa principale place
 d'affaires en la cité de Montréal, dit district, laquelle
 est actuellement en liquidation, et Horace Dubreuil,
 des cité et district de Montréal, comptable, en sa
 qualité de "liquidateur de la compagnie de l'Opéra
 Comique de Montréal" susdite, en autant que
 besoin est, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse
 et en la possession du dit liquidateur, l'immeuble
 suivant, savoir :

Un lot de terre sis et situé dans le quartier Saint-
 Louis, en la cité de Montréal, connu et désigné
 sous le numéro cinq cent vingt huit (528), aux plan
 et livre de renvoi officiel du dit quartier Saint-
 Louis, mesurant quarante et un pieds et trois
 pouces en front sur la rue Cadieux, par quatre-
 vingt-neuf pieds de profondeur, le tout mesure
 anglaise, et plus ou moins—avec bâtisses sus érigées.

Avis est par le présent donné que la vente de
 l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait
 avoir lieu le dix-septième jour de juin dernier
 (1904), aura lieu à mon bureau, en la cité de Mont-
 réal, le TROISIEME jour de NOVEMBRE pro-
 chain, à DEUX heures de l'après-midi.

J. R. THIBAUDEAU,

Bureau du Shérif, Montréal; 6 octobre 1904. Shérif, 3219
 [Première publication, 8 octobre 1904.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
 TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
 ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
 respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de Magistrat.—Papineauville.

Ottawa, à savoir : } **L'HONORABLE ALFRED**
 No 9. } **L** **ROCHON,** juge, de la cité
 de Hull, district d'Ottawa, Demandeur; contre
GEORGE WHISSELL, de la dite cité de Hull,
 Défendeur, à savoir :

La moitié nord du lot numéro dix-sept (17), du
 rang William, maintenant connue comme subdivision
 cent quarante, du lot six cent quarante six (646-140),
 conformément aux plan et livre de renvoi officiels de
 la paroisse de Saint-André Avellin, dans le comté
 de Labelle et district d'Ottawa—circonstances et
 dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
 roisse de Saint-André Avellin, dit district le DIX-
 SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DEUX
 heures de l'après-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du Shérif, Hull, 13 septembre 1904. Shérif, 3021.2
 [Première publication, 17 septembre 1904.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
 les TERRES et HERITAGES sous mention-
 nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
 lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit : } **LOUIS PAYETTE, JUNIOR,**
 No 1174. } **L** of the city and district of
 Montreal, and **FELIX LABELLE,** of the parish
 of Sainte Rose, said district, both contractors,
 having carried on business as such at Montreal
 aforesaid, together in partnership, under the style
 and firm of "Labelle & Payette," Plaintiffs; against
 the lands and tenements of **LA COMPAGNIE DE**
L'OPERA COMIQUE DE MONTREAL, a body
 politic and corporate, having its chief place of busi-
 ness in the city of Montreal, said district, and
 which is actually in liquidation, and Horace Du-
 breuil, of the city and district of Montreal, account-
 ant, in his quality of "liquidator of the Compa-
 gnie de l'Opéra Comique de Montréal" aforesaid, in
 so far as need be, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant and in
 the possession of the said liquidator, the following
 immoveable, to wit :

A lot of land situate and being in Saint Louis
 ward, in the city of Montreal, known and described
 as number five hundred and twenty eight (528), on
 the official plan and book of reference of the said
 Saint Louis ward, measuring forty one feet six
 inches in front on Cadieux street, by eighty nine
 feet in depth, the whole english measure, and more
 or less—with buildings thereon erected.

Notice is hereby given that the sale of the immo-
 veable seized in this cause, formerly announced to
 take place on the seventeenth day of June last
 (1904), will take place at my office, in the city of
 Montreal, on the THIRD day of NOVEMBER
 next, at TWO o'clock in the afternoon.

J. R. THIBAUDEAU,

Sheriff's Office, Montreal, 6th October, 1904. Shérif, 3220
 [First published, 8th October, 1904.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized, and will be sold at the respective
 times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrates' Court.—Papineauville.

Ottawa, to wit : } **L'HONORABLE ALFRED**
 No. 9. } **L** **ROCHON,** judge, of the city
 of Hull, district of Ottawa, Plaintiff; against
GEORGE WHISSELL, of the said city of Hull,
 Defendant, to wit :

The north half of lot number seventeen (17), of
 range William, which is now known as subdivision
 one hundred and forty, of lot six hundred and forty
 six (646-140), according to the official plan and book
 of reference for the parish of Saint André Avellin,
 in the county of Labelle and district of Ottawa—
 with the members and appurtenances.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint André Avellin, said district, on the SEVEN-
 TEENTH day of OCTOBER next, at TWO of the
 clock in the afternoon.

C. M. WRIGHT,

Sheriff's Office, Hull, 13th September, 1904. Shérif, 3022
 [First published, 17th September, 1904.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
 dermentioned LANDS and TENEMENTS
 have been seized, and will be sold at the respective
 times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC** ; vs
No 1911. } **UN PROPRIETAIRE IN-**
CONNU, à savoir :

Le lot No 2033 (deux mille trente-trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé rue Dollard—circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$6.00, payable à la Communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 6 octobre 1904. 3217
[Première publication, 8 octobre 1904.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **ONESIME-HERMENE-**
No 1089. } **GILDE BEAUDOIN** ;
contre **LOUIS MARCEAU**, à savoir :

1° Partie du lot No 394 (trois cent quatre-vingt-quatorze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri de Lauzon, étant un lot de terre de quatre arpents et quart de front sur treize arpents de profondeur, le tout plus ou moins, tel qu'actuellement clôturé ; borné au nord-ouest à Edmond Fortin, en arrière au sud-est à Alexandre Valière, au sud-ouest à la route qui conduit au trait quarré, au nord-est à Auguste Jacques—circonstances et dépendances.

2° Le lot No 395 (trois cent quatre-vingt-quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Henri de Lauzon, étant un emplacement situé concession Trait-quarré—circonstances et dépendances.

3° Le lot No 525 (cinq cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse Saint-Henri de Lauzon, étant une terre située concession la Grillade—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Henri de Lauzon, comté de Lévis, le DOUZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS LANGELIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 6 octobre 1904. 3215
[Première publication, 8 octobre 1904.]

Ventes par le Shérif—Richelieu

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } **AME RENE**, bourgeois, de
No 4568. } la cité et du district de
Saint Hyacinthe, Demandeur ; contre **ONESIME**
LABRANCHE, **GEORGE LABRANCHE** ET
ONESIME LABRANCHE, FILS, de la paroisse de
Saint-Guillaume d'Upton, dans le district de Richelieu, Défendeurs.

Comme appartenant au dit George Labranche, l'un des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sur le côté sud-ouest du rang Le Cordon, étant le lot numéro cent soixante et un (No 161), du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, de deux arpents de front sur vingt-huit arpents de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, le DIX-

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC** ; vs
No. 1911. } **An UNKNOWN PROPRIE-**
TOR, to wit :

Lot No. 2033 (two thousand and thirty three), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, being a lot situate on Dollard street—circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$6.00, payable to the Community of l'Hôtel Dieu de Québec, on the the 29th of June.

To be sold in my office, at the city of Quebec, on the ELEVENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 6th October, 1904. 3218
[First published, 8th October, 1904.]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit } **ONESIME HERMENEGILDE**
No 1089. } **BEAUDOIN** ; against **LOUIS**
MARCEAU, to wit :

1. Part of lot No. 394 (three hundred and ninety four), of the official cadastre for the parish of Saint Henri de Lauzon, being a lot of land of four arpents and one quarter in front by thirteen arpents in depth, the whole more or less, such as actually fenced in ; bounded on the north west by Edmond Fortin, in rear to the south east by Alexandre Valière, on the south west by the by-road leading to the division line, on the north east by Auguste Jacques—circumstances and dependencies.

2. Lot No. 395 (three hundred and ninety five), of the official cadastre for the parish of Saint Henri de Lauzon, being a lot of land situate on the division line concession—circumstances and dependencies.

3. Lot No. 525 (five hundred and twenty five), of the official cadastre for the parish of Saint Henri, being a lot of land situate in the Grillade concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri of Lauzon, county of Levis, on the TWELFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 6th October, 1904. 3216
[First published, 8th October, 1904.]

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } **AME RENE**, gentleman, of the
No. 4568. } city and district of Saint
Hyacinth, Plaintiff ; against **ONESIME LABRANCHE**, **GEORGE LABRANCHE** and **ONESIME LABRANCHE, JUNIOR**, of the parish of Saint Guillaume d'Upton, in the district of Richelieu, Defendants.

As belonging to the said George Labranche, one of the said defendants, the following immovable, to wit :

A land situate in parish of Saint Guillaume d'Upton, on the south west side of Le Cordon range, being lot number one hundred and sixty one (No. 161), of the official cadastre of the said parish of Saint Guillaume d'Upton, of two arpents in front by twenty eight arpents in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Guillaume d'Upton, on the TENTH

LEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 4 octobre 1904. 3187
[Première publication, 8 octobre 1904.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **O**RIN M. MOULTON,
No 577. } Demandeur ; contre
JOHN A. SPAULDING, Défendeur.

Tous ces morceaux ou lots de terre situés dans le comté de Compton, dans le district de Saint-François, connus et désignés comme suit :

1° Le lot numéro six D (6 D), dans le cinquième rang.

2° Le lot numéro six A (6 A), dans le sixième rang.

3° Toute cette partie du lot six B (6 B), dans le sixième rang, situé sur le côté ouest de la rivière Coaticook, suivant l'ancien lit de la rivière sur le côté nord du lot.

4° Le lot numéro cinq D (5 D), dans le cinquième rang.

5° Toute cette partie du lot numéro cinq B (5 B), dans le sixième rang ; bornée comme suit : à l'ouest par le chemin de fer Grand Tronc du Canada et lot numéro cinq D, dans le cinquième rang, au nord par six A, dans le sixième rang, à l'ouest par le chemin public, courant nord et sud à travers le dit lot sur le côté ouest de la rivière, et au sud par le lot numéro cinq C, dans le sixième rang, et

6° Cette autre partie du lot numéro cinq B (5 B), dans le sixième rang ; borné à l'ouest par le chemin public, au nord par le lot numéro six A, dans le sixième rang, et à l'est et au sud par la rivière Coaticook ; le tout tel que désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Compton ; les dits lots de terre contenant en tout environ deux cent dix acres de terre, plus ou moins ; sauf et excepté d'iceux environ un acre et demi du dit lot cinq B (5 B), dans le sixième rang, vendu à H. W. Edwards par le dit Spaulding, le 24 septembre 1904, et étant un morceau à trois angles situé le long du côté du dit chemin public—ensemble avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites sur les susdits morceaux de terre ; mais sauf et excepté à G. W. Alls tout le bois (à l'exception du sapin et de l'épinette propre pour bois de construction) sur cette partie du lot cinq, dans le sixième rang de Compton, situé entre le chemin public et le chemin de fer Grand Tronc, avec le droit en faveur du dit Alls de couper et transporter le dit bois de la dite propriété jusqu'au 1er mai 1906.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 4 octobre 1904. 3193
[Première publication, 8 octobre 1904.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, 4th October, 1904. 3188
[First published, 8th October, 1904.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis to wit : } **O**RIN M. MOULTON,
No. 577. } Plaintiff ; against
JOHN A. SPAULDING, Defendant.

All those certain parcels or lots of land situate in the township of Compton, in the district of Saint Francis, known and described as follows :

1. The lot number six D (6 D), in the fifth range.

2. The lot number six A (6 A), in the sixth range.

3. All that part of lot six B (6 B), in the sixth range, which lies on the westerly side of the Coaticook river, following the old river bed at the north side of the lot.

4. The lot number five D (5 D), in the fifth range.

5. All that part of lot number five B (5 B), in the sixth range ; bounded as follows : on the west by the Grand Trunk Railway of Canada and lot number five D, in the fifth range, on the north by six A, in the sixth range, on the west by the highway, running northerly and southerly across said lot on the westerly side of the river, and on the south by the lot number five C, in the sixth range, and

6. That certain other portion of lot number five B (5 B), in the sixth range, which is bounded on the west by the highway, on the north by lot number six A, in the sixth range, and on the east and south by the Coaticook river ; all as shown on the official cadastral plan and book of reference for the township of Compton ; said lots of land containing in the aggregate about two hundred and ten acres of land, more or less ; save and except therefrom about one and one half acres of said lot five B (5 B), in the sixth range, deeded to H. W. Edwards by said Spaulding, on September 24th, 1904, and being a three cornered piece lying along side the said highway—together with all the buildings and improvements erected and made on the said above parcels of land ; but save and except to G. W. Alls, all the wood and timber (except spruce and hemlock suitable for building timber) on that part of lot five in the sixth range of Compton, lying between the highway and the Grand Trunk Railway, with the right to said Alls to cut and remove the same from said property up to May 1st, 1906.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saint Thomas of Compton, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, 4th October, 1904. 3194
[First published, 8th October, 1904.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinthe

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.*

Canada, } **OWEN CAMP-**
 Province de Québec, } **BELL BROWN,**
 District de Saint-Hyacinthe. } Demandeur ; vs
 No 787. } **CLEOPHAS DU-**
MAINE, Défendeur.

Un terrain situé en la ville d'Acton, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, sur la rue Middle, renfermant les lots de terre connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du ci-devant village d'Acton Vale, et maintenant la dite ville d'Acton, sous les numéros deux cent cinquante, deux cent cinquante et un, deux cent cinquante-deux et deux cent cinquante-cinq, (Nos 250, 251, 252 et 255)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint André d'Acton, en la ville d'Acton, le HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant midi.

EUGENE SICOTTE,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Saint-Hyacinthe, 21 septembre 1904 3209
 [Première publication, 8 octobre 1904.]

FIERI FACIAS DE TERRIS*Circuit Court.*

Canada, } **OWEN CAMP-**
 Province of Québec, } **BELL BROWN,**
 District of Saint Hyacinth. } Plaintiff ; vs **CLEO-**
 No. 787. } **PHAS DUMAINE,**
Defendant.

A lot of land situate in the town of Acton, Bagot county, district of Saint Hyacinth, on Middle street, containing the lots of land known and designated on the official plan and book of reference for the formerly village of Acton Vale, and now the town of Acton, as lots numbers two hundred and fifty, two hundred and fifty one, two hundred and fifty two and two hundred and fifty five, (Nos. 250, 251, 252 and 255)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint André d'Acton, in the town of Acton, on the EIGHTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EUGENE SICOTTE,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Saint Hyacinth, 21st September, 1904. 3210
 [First published, 8th October, 1904.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **DAME ELODIE LA-**
 No 162. } **FRANCE, Deman-**
 deresse ; contre **MOISE LEFEBVRE ET AL,** De-
 fendeurs ; et le dit Moïse Lefebvre, opposant ; et la dite Dame Elodie Lafrance, contestante.

Comme appartenant au dit défendeur, Moïse Lefebvre :

Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Tite, dans le rang C, contenant six arpents de front sur trente-quatre arpents de profondeur, le tout plus ou moins, désigné par les numéros deux cent soixante et sept et deux cent soixante et huit (267 et 268), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Tite.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 14 septembre 1904. 3017-2
 [Première publication, 17 septembre 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ONESIME LAFON-**
 No 528. } **TAINÉ, Deman-**
 deur ; vs. **LA COMPAGNIE DE BRIQUETERIE**
NATIONALE, LIMITÉE, corps politique et incor-
 poré, ayant son principal bureau d'affaires en la
 paroisse de Saint-Tite, Défenderesse.

Le droit de coupe, maintenant et à toujours, de tout bois croissant sur le lot de terre portant le numéro trois cent quatre-vingt-un (381), du cadastre de la paroisse de Saint-Tite, situé en icelle paroisse de Saint-Tite, dans le rang nord de la rivière des Envies, dans le haut du lac—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le DIX-HUITIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois Rivières, 14 septembre 1904 3019.2
 [Première publication, 17 septembre 1904.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court.—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **DAME ELODIE LA-**
 No. 162. } **FRANCE, Plaintiff ;**
 against **MOISE LEFEBVRE ET AL,** Defendants,
 and the said Moïse Lefebvre, opposant, and the said Dame Elodie Lafrance, contesting.

As belonging to the said defendant, Moïse Lefebvre :

A lot of land situate in the parish of Saint Tite, in the range C, containing six arpents in front by thirty four arpents in depth, the whole more or less, described as numbers two hundred and sixty seven and two hundred and sixty eight (267 and 268), of the cadastre of the said parish of Saint Tite.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 14th September, 1904. 3018
 [First published, 17th September, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **ONESIME LAFON-**
 No. 528. } **TAINÉ, Plaintiff ; vs.**
LA COMPAGNIE DE BRIQUETERIE NATIO-
NALE, LIMITÉE, a body politic and corporate,
 having its principal business office in the parish of
 Saint Tite, Defendant.

The right to cut, now and forever, all the wood growing on the lot of land bearing the number three hundred and eighty one (381), of the cadastre of the parish of Saint Tite, situate in the said parish of Saint Tite, in the range north of the river des Envies, at the upper end at the lake—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Tite, on the EIGHTEENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 14th September, 1904. 3020
 [First published, 17th September 1904.]

Proclamation

Canada, }
Province de } L. A. JETTÉ.
Québec. }

[L. S.]
EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } ATTENDU que
Assistant-Procureur Général. } MM. Chs. Giroux, F. H. St Germain et P. J. O. Rousseau, commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts Refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Nicolet, dans Notre province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, ont, sous l'autorité des susdits statuts, fait un rapport de leur opinion au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec, accompagné d'un *procès-verbal* de leurs procédés, par lequel ils décrivent et déterminent les limites et bornes de ces parties des paroisses de Sainte-Monique et de Sainte-Brigitte, dans le comté de Nicolet, dans le dit diocèse catholique romain de Nicolet, qu'ils croient le plus convenable de détacher des dites paroisses de Sainte-Monique et Saint-Brigitte, et d'annexer à la paroisse de La Visitation, dans le comté de Nicolet, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir :

Le territoire devant être détaché des paroisses de Sainte-Monique et de Sainte-Brigitte, dans le comté de Nicolet, pour être annexé à la paroisse de la Visitation, dans les comtés de Nicolet et d'Yamaska, couvre une étendue d'environ douze cent cent cinq (1205) arpents en superficie, et comprend :

1° Dans la paroisse de Sainte-Monique, les lots depuis le numéro cinq cent quarante-cinq (545) jusqu'au numéro cinq cent soixante (560) tous deux inclusivement, du cadastre officiel de la dite paroisse de Sainte-Monique.

2° Dans la paroisse de Sainte-Brigitte, le lot numéro quatre-vingt-quatorze (94) du cadastre officiel de cette paroisse.

A CES CAUSES. Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie des paroisses de Sainte-Monique et Sainte-Brigitte ci-dessus décrites, qui seront et demeureront détachée des dites paroisses de Sainte-Monique et Sainte-Brigitte, et annexées à la paroisse de La Visitation.

Et Nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que les dites parties des paroisses de Sainte-Monique et Sainte-Brigitte ci-dessus décrites, seront détachées des dites paroisses de Sainte-Monique et Sainte-Brigitte, et seront et demeureront annexées à la dite paroisse de La Visitation.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir les dites parties des dites paroisses de Sainte-Monique et Sainte-Brigitte feront partie de la dite paroisse de La Visitation, pour toutes les fins civiles, en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTÉ.
Quebec. }

[L. S.]
EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION

L. J. CANNON, } WHEREAS Chs.
Assistant Attorney General } Giroux, F. H. St-Germain and P. J. O. Rousseau, esquires, duly appointed commissioners for the purposes of the chapter first of title nine of the Revised Statutes of the province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Nicolet, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by the Ecclesiastical authorities, have, under the authority of the said Statutes, made to the Lieutenant-Governor of Our said province of Quebec, a return of their opinion, with a *procès-verbal* of their proceedings, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain parts of the parishes of Sainte Monique and Sainte Brigitte, in the county of Nicolet, in the said Roman Catholic Diocese of Nicolet, which they think most expedient to be detached from the said parishes of Sainte Monique and Saint Brigitte, and to be annexed to the parish of La Visitation, in the county of Nicolet, in the diocese aforesaid, to be as follows, that is to say :

The territory to be detached from the parishes of Sainte Monique and of Sainte Brigitte, in the county of Nicolet, to be annexed to the parish of La Visitation, in the counties of Nicolet and of Yamaska, covers and extent of about twelve hundred and five (1205) arpents in area, and comprises :

1. In the parish of Sainte Monique, the lots from number five hundred and forty five (545) to number five hundred and sixty (560) both included, of the official cadastre of the said parish of Sainte Monique.

2. In the parish of Sainte Brigitte, lot number ninety four (94) of the official cadastre of that parish.

NOW KNOW YE, that We have confirmed, established and recognized, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of those part of the parishes of Sainte Monique and Sainte Brigitte, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parishes of Sainte Monique and Sainte Brigitte, and to be and remain annexed to the parish of La Visitation.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said parts of the parishes of Sainte Monique and Sainte Brigitte, above described, to be detached from the said parishes of Sainte Monique and Sainte Brigitte, and to be and remain annexed to the said parish of La Visitation.

And We do hereby, constitute the said parts of the said parishes of Sainte Monique and Sainte Brigitte, to be hereafter part of the said parish of La Visitation, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province

Province de Québec > TÉMOIN, Notre
frère Fidèle et Bien-Aimé l'honorable
SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier,
Commandeur de Notre Ordre Très
distingué de Saint-Michel et Saint-
George, Lieutenant-Gouverneur de Notre
Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre
Cité de Québec, dans notre dite Province
de Québec, ce CINQUIÈME jour
d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-
Seigneur mil neuf cent quatre, et dans
la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

AMD. ROBITAILLE,
Secrétaire de la province.

3237

of Quebec to be hereunto affixed :
WITNESS, Our Right Trusty and Well Be-
loved the Honourable SIR LOUIS
A. JETTÉ, Knight, Commander
of Our Most Distinguished Order of Saint
Michael and Saint George, Lieutenant
Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of
Quebec, in Our said Province of Quebec,
this FIFTH day of OCTOBER, in the
year of Our Lord one thousand nine
hundred and four, and in the fourth
year of Our Reign.

By order,

AMD. ROBITAILLE,
Provincial Secretary

3238

Avis de Faillites

Avis est donné qu'en vertu d'un ordre de la cour,
en date du cinquième jour d'octobre 1904, les sous-
signés ont été nommés curateurs conjoints dans
l'affaire de Joseph Gaumont, de Saint-Jean Port-
Joli, comté de l'Islet, marchand.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de
produire leurs réclamations, dûment assermentées,
dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 5 octobre 1904.

3231

Avis est donné qu'un premier bordereau de divi-
dende a été déclaré dans l'affaire de Bertrand &
Gauvin, de Québec, marchands, payable le ou après
le 27 octobre 1904.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 8 octobre 1904.

3235

Avis est donné qu'un premier bordereau de divi-
dende a été déclaré dans l'affaire de L. A. Robitaille,
de Québec, marchand-quincailler, payable le ou après
le 25 octobre 1904.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 8 octobre 1904.

3233

Province de Québec, }
District de d'Ottawa. } Cour Supérieure.—Hull.
The Silver Spring Brewing Co., Ltd.,
Créancière, demanderesse ;

vs

Théodule Charette, Failli.
Avis est par le présent donné que Théodule Cha-
rette, de Gatineau Point, dans le district d'Ottawa,
embouteilleur, le 1er jour d'octobre 1904, a fait un
abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de
ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour
supérieure, à Hull.

F. ALBERT LABELLE,
Gardien provisoire.

Hull, 5 octobre 1904.

3229

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
Dans l'affaire de J. H. Olivier, Demandeur ;

vs

Nap. Fortin, restaurateur, de Montréal,
Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 6ième jour
d'octobre 1904, par ordre de la cour, j'ai été nommé
curateur aux biens du susdit failli, qui en a fait un
abandon pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans
mon bureau sous trente jours, pour garantir leur
collocation pour dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.
Montréal, 6 octobre 1904.

3225

Bankrupt Notices

Notice is given that by order of the superior
court, dated the fifth day of October, 1904, the
undersigned have been appointed joint curators in
the matter of Joseph Gaumont, of Saint Jean Port-
Joli, county of l'Islet, merchant.

Creditors of the said insolvent are required to file
their claims, duly sworn, within thirty days from
this date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 5th October, 1904.

3232

Notice is given that a first dividend sheet has been
prepared in the matter of Bertrand & Gauvin, mer-
chants, of Quebec, payable on or after the 27th of
October, 1904.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 8th October, 1904.

3236

Notice is given that a first dividend sheet has been
prepared upon in the matter of L. A. Robitaille, of
Quebec, hardware merchant, payable on or after the
25th of October, 1904.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 8th October, 1904.

3234

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court—Hull.
The Silver Spring Brewing Co., Ltd.,
Creditor-Plaintiffs ;

vs

Theodule Charette, Insolvent.
Notice is hereby given that Theophile Charette,
of Gatineau Point, in the district of Ottawa, bottler,
has, on the 1st day of October, 1904, made a judicial
abandonment of his property for the benefit of his
creditors at the office of the protonotaire of the
superior court, at Hull.

F. ALBERT LABELLE,
Provisional guardian.

Hull, 5th October, 1904.

3230

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
In the matter of J. H. Olivier, Plaintiff ;

vs

Nap. Fortin, restaurant keeper, of Montreal,
Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court,
I was, on the 6th day of October, 1904, appointed
curator to the estate assigned by the above named,
for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty
days, to ensure their collocation for dividend

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.
Montreal, 6th October, 1904.

3226

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
In re Brenning & Barsalou, Montréal,
 Insolvable.

Avis vous est donné que le 6e jour d'octobre 1904, par un ordre de la cour, nous avons été nommés curateurs-conjoints à la succession des sus-nommés, qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à notre bureau sous un mois de cette date.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 8 octobre 1904. 3221

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 Dans l'affaire de The Gun Langlois Co. Ltd.,
 Demanderesse ;

vs
 Jean Baptiste Vital Daoust et Antoine Silvanie Daoust, tous deux de la cité de Montréal, et y ayant fait affaires ensemble comme épiciers, sous les nom et raison de Daoust & Frère, et personnellement, Défendeurs.

Avis est par le présent donné que le 6e jour d'octobre 1904, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens des susdits faillis qui en ont fait un abandon pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous 30 jours, pour garantir leur collocation pour dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curateurs.
 1598, rue Notre-Dame, Montréal.
 Montréal, 6 octobre 1904. 3227

Province de Québec, }
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*
In re Arthur Gagnon, faisant affaire sous les nom et raison sociale de J. A. Gagnon & Cie, Saint-Romuald, P. Q., Failli.

vs
 J. W. Gravel, Requéant.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec, à Québec dit district.

P. L. TURGEON,
 Gardien provisoire.
 Bureau de Chartrand & Turgeon,
 180, rue Saint-Jacques, Montréal.
 Québec, 7 octobre 1904. 3223

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 7 octobre 1904.
 Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Charles de Mandeville, dans le comté de Maskinongé, le trentième jour de juin 1904, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal, à être fait en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité ; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies ;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolu-

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Benning & Barsalou, Montreal,
 Insolvents.

Notice is hereby given that on the 6th day of October, 1904, by order of the court, we were appointed joint curators to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at our office within one month.

A. L. KENT,
 A. TURCOTTE,
 Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
 97, St. James St.
 Montreal, 8th October, 1904. 3222

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 In the matter of The Gun Langlois Co. Ltd.,
 Plaintiff ;

vs
 Jean Baptiste Vital Daoust and Antoine Silvanie Daoust, both of the city of Montreal, and there having carried on business together as grocers, under the name and style of Daoust & Frère, and to them personally, Défendants.

Notice is hereby given that by order of this court, I was, on the 6th day of October, 1904, appointed curator to the estate assigned by the above named, for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office, within 30 days to ensure their collocation for dividends.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
 Curator.
 1598, Notre-Dame street, Montreal.
 Montreal, 6th October, 1904. 3228.

Province of Quebec, }
 District of Quebec. } *Superior Court.*
In re Arthur Gagnon, carrying on business under the firm, name and style of J. A. Gagnon & Co., Saint Romuald, P. Q., Insolvent ;

and
 J. W. Gravel, Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the protonotaire of the superior court for the district of Quebec, at Quebec, said district.

P. L. TURGEON,
 Provisional guardian.
 Office of Chartrand & Turgeon,
 180, Saint James street, Montreal.
 Québec, 7 octobre 1904. 3224

Government Notice

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 7th October, 1904.
 Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

Whereas by resolution passed by the municipal council of the parish of Saint Charles de Mandeville, in the county of Maskinongé, on the thirtieth day of June, 1904, it hath been shewn to the Lieutenant Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council, to be made under the provisions of the municipal code of the province of Quebec, may be so made in the french language only, without detriment to any of the inhabitants of the said municipality ; and whereas all the formalities required by law have been observed ;

It is ordered that the notices, by-laws and

tions du dit conseil municipal de Saint-Charles de Mandeville, dans le comté de Maskinongé, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

3241 GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil Exécutif.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 41.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Aldrich vs Paton, 1413 ; Avon vs Morin, 1412 ; Bénard vs Beliveau, 1413 ; Bilodeau vs Veilleux, 1412 ; Coderre vs Lagarde, 1413 ; Demers vs Bousquet, 1413 ; Faucher vs Caron, 1412 ; Faucher vs Grenier, 1412 ; Keet vs Paul, 1412 ; Lessard vs Gagné, 1411 ; Mazurette vs Bergevin, 1414 ; Pouliot vs Brochu, 1412.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—Dme Bryant vs Holmes, 1413.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1403.

AVIS :—Actes de la marine marchande, 1862 et 1894, 1405.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1409 ; Conseil législatif, 1408.

FAILLIS :—Benning & Barsalou, 1434 ; Bergevin, 1415 ; Bertrand & Gauvin, 1433 ; Charette, 1433 ; Couture, 1415 ; Daoust & Frère, 1434 ; Ethier, 1414 ; Fortin, 1433 ; Gagnon, 1434 ; Gaumont, 1433 ; Perreault, 1415 ; Roberge & Cie, 1415 ; Robitaille, 1433 ; Simon & Müller, 1414 ; Trudel, 1414.

LETTRES PATENTES :—La Fonderie Générale, 1407 ; The Metallic Bedstead Company, 1407.

MUNICIPALITÉ, DEMANDE ACCORDÉE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—Paroisse de Saint-Charles de Mandeville, comté de Maskinongé, 1434.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—Demande d'annexer ou d'ériger, etc. :—Divers lots de la paroisse de Sainte-Marie, comté de Beauce à Sainte-Marguerite, comté de Dorchester, 1388.

NOMINATIONS :—Cour des commissaires :—Canton Gayhurst, comté de Beauce, 1403.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par P. Chrysostôme Lacasse, 1388.

PROCLAMATIONS :—Convocation des chambres, 1404 ; Jour d'action de grâces, 1403 ; Paroisses Sainte-Monique et Sainte-Brigitte, 1432.

VENTE PAR LICITATION :—Marsan vs Marsan et al, 1415.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

BEAUCE :—Cadrin vs Laplante, 1417 ; Gendron et al vs Dme Tanguay, 1416.

resolutions of the said municipal council of Saint Charles de Mandeville, in the county of Maskinongé, the publication of which is required by the provisions of the municipal code of the province of Quebec, be henceforth published in the french language only.

3242 GUSTAVE GRENIER,
Clerk of the Executive Council.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 41.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Aldrich vs Paton, 1413 ; Avon vs Morin, 1412 ; Bénard vs Beliveau, 1413 ; Bilodeau vs Veilleux, 1412 ; Coderre vs Lagarde, 1413 ; Demers vs Bousquet, 1413 ; Faucher vs Caron, 1412 ; Faucher vs Grenier, 1412 ; Keet vs Paul, 1412 ; Lessard vs Gagné, 1411 ; Mazurette vs Bergevin, 1414 ; Pouliot vs Brochu, 1412.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—Dme Bryant vs Holmes, 1413.

ADVERTISERS :—Notice to :— Respecting notices, &c., 1403.

NOTICE :—The Merchant Shipping Acts of 1862 and 1894, 1405.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1409 ; Legislative Council, 1408.

INSOLVENTS :— Benning & Barsalou, 1434 ; Bergevin, 1415 ; Bertrand & Gauvin, 1433 ; Charette, 1433 ; Couture, 1415 ; Daoust & Frère, 1434 ; Ethier, 1414 ; Fortin, 1433 ; Gagnon, 1434 ; Gaumont, 1433 ; Perreault, 1415 ; Roberge & Cie, 1415 ; Robitaille, 1433 ; Simon & Miller, 1414 ; Trudel, 1414.

LETTERS PATENT :—La Fonderie Générale, 1407 ; The Metallic Bedstead Company, 1407.

MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :— Parish of Saint-Charles de Mandeville, county of Maskinongé, 1434.

SCHOOL MUNICIPALITY :—Application to annex or to erect &c. :—Several lots of the parish of Sainte Marie, county of Beauce, to Sainte Marguerite, county of Dorchester, 1388.

APPOINTMENTS :—Commissioner court :—Township Gayhurst, county of Beauce, 1403.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—By P. Chrysostôme Lacasse, 1388.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1404 ; Thanksgiving Day, 1403 ; Parishes Sainte Monique and Sainte Brigitte, 1432.

SALE BY LICITATION :—Marsan vs Marsan et al, 1415.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Cadrin vs Laplante, 1417 ; Gendron et al vs Dme Tanguay, 1416.

- BEAUHARNOIS** : --Labergé vs Blanchette et al, 1417.
- CHICOUTIMI** : --Goulet vs Boulay, 1417 ; Panet vs Blackburn, 1418.
- MONTRÉAL** : -- Demers vs Thibaudeau, 1418 ; Depoat vs Dme Boisvert, 1419 ; Labelle & Payette vs Cie de l'Opéra Comique de Montréal, 1428 ; La cité de Montréal vs Divers, 1420 ; Ryan vs Dme Papineau, 1419.
- OTTAWA** : --Rochon (Hon.) vs Whissell, 1428.
- QUÉBEC** : --Beaudoin vs Marceau, 1429 ; La cité de Québec vs Propriétaire inconnu, 1429.
- RICHELIEU** : --Réné vs Labranche et al, 1429.
- SAINT-FRANÇOIS** : --Moulton vs Spaulding, 1430.
- SAINT-HYACINTHE** : --Brown vs Dumaine, 1431.
- TROIS-RIVIÈRES** : --Lafontaine vs La Cie de Briqueterie Nationale, 1431 ; Lafrance vs Lefebvre et al, 1431.
- BEAUHARNOIS** : -- Laberge vs Blanchette et al, 1417.
- CHICOUTIMI** : -- Goulet vs Boulay, 1417 ; Panet vs Blackburn, 1418.
- MONTRÉAL** : -- Demers vs Thibaudeau, 1418 ; Depoat vs Dme Boisvert, 1419 ; Labelle & Payette vs Cie de l'Opéra Comique de Montreal, 1428 ; The city of Montreal vs Divers, 1420 ; Ryan vs Dme Papineau, 1419.
- OTTAWA** : --Rochon (Hon.) vs Whissell, 1428.
- QUEBEC** : --Beaudoin vs Marceau, 1429 ; The city of Quebec vs Proprietor unknown, 1429.
- RICHELIEU** : --Réné vs Labranche et al, 1429.
- SAINT FRANCIS** : --Moulton vs Spaulding, 1430.
- SAINT HYACINTH** : --Brown vs Dumaine, 1431.
- THREE RIVERS** : --Lafontaine vs La Cie de Briqueterie Nationale, 1431 ; Lafrance vs Lefebvre et al, 1431.